



Réunion à Alger des pays voisins de la Libye

Un autre pas vers la paix

La 11^e réunion ministérielle des pays voisins de la Libye s'est ouverte hier à Alger sous l'égide de l'ONU et de la Ligue des Etats arabes.

Page 4

Festival de ciné africain de Tanger

Deux œuvres algériennes primées à Tanger

Page 15



Par Nabil Benali

Deux jours après avoir qualifié la colonisation de crime de guerre, et sous les coups des groupes de pression en France, Emmanuel

Lamamra à Genève

La démocratie en Algérie n'est pas «un slogan de campagne»

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a présenté, hier à Genève, un vaste exposé sur la situation des droits de l'homme en Algérie, mais aussi de l'évolution de la démocratie dans le pays et de la lutte antiterroriste et ce, à l'occasion de la 27^e session de mécanisme d'examen par les pairs du Conseil des droits de l'homme onusien (CDH).

Page 3



Plus de 35 milliards de DA de défaut de facturation Les chiffres alarmants du ministère du Commerce

Page 3



Election d'Emmanuel Macron Une bonne nouvelle pour l'Algérie ?

Macron avait parlé d'une « modernité introduite par effraction ». Beaucoup le considèrent pourtant comme un ami de l'Algérie...

Il est apparu comme le plus souhaitable des candidats depuis sa visite à Alger lorsqu'il avait qualifié la colonisation de « crimes contre l'humanité » et a rapidement été qualifié d'ami de l'Algérie. Une grande partie de nos élites politiques et médiatiques célèbre aujourd'hui son arrivée au pouvoir. Faut-il pour autant se réjouir pleinement de l'élection d'Emmanuel Macron à l'Elysée ? A priori, oui, car c'est face à Marine Le Pen qu'il a été élu à plus de 66% des suffrages exprimés, évitant une nouvelle fois l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir dans l'une des plus vieilles démocraties au monde. Le Front national, fondé par un ancien des

« événements d'Algérie », Jean-Marie Le Pen, et réunissant anciens combattants, harkis et autres nostalgiques de l'Algérie française, aurait été la pire chose qui serait arrivée aux relations algéro-françaises. La candidate malheureuse, Marine Le Pen, a d'ailleurs confirmé cette sombre perspective durant la campagne électorale en répétant que la colonisation avait de bons côtés et ce, à l'occasion de plusieurs interviews accordées à la presse française. En face, Emmanuel Macron, qui se définit comme faisant partie d'une génération qui n'a pas connu la guerre d'Algérie et qui n'est pas condamnée à en subir les traumatismes, estime que « la colonisation était une négation du peuple algérien » et « cette guerre (1954-1962, Ndlr) était indigne de la France ». Page 2

A partir du 1^{er} juin

Gel de l'importation des mélanges d'herbes

Le ministère du Commerce a annoncé hier le gel, au titre de mesure conservatoire, de l'importation des mélanges d'herbes à partir du 1^{er} juin 2017. Il a été décidé en coordination avec les secteurs concernés et au titre de mesure conservatoire, de « geler l'importation des mélanges d'herbes destinés à la vente en l'état jusqu'à codification », a indiqué le ministère dans un communiqué.

Page 4



Election d'Emmanuel Macron

Une bonne nouvelle pour l'Algérie ?

Deux jours après avoir qualifié la colonisation de crime de guerre, et sous les coups des groupes de pression en France, Emmanuel Macron avait parlé d'une « modernité introduite par effraction ». Beaucoup le considèrent pourtant comme un ami de l'Algérie...



Par Nabil Benali

Il est apparu comme le plus souhaitable des candidats depuis sa visite à Alger lorsqu'il avait qualifié la colonisation de « crimes contre l'humanité » et a rapidement été qualifié d'ami de l'Algérie. Une grande partie de nos élites politiques et médiatiques célèbre aujourd'hui son arrivée au pouvoir. Faut-il pour autant se réjouir pleinement de l'élection d'Emmanuel Macron à l'Elysée ? A priori, oui, car c'est face à Marine Le Pen qu'il a été élu à plus de 66% des suffrages exprimés, évitant une nouvelle fois l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir dans l'une des plus vieilles démocraties au monde. Le Front national, fondé par un ancien des « événements d'Algérie », Jean-Marie Le Pen, et réunissant anciens combattants, harkis et autres nostalgiques de l'Algérie française, aurait été la pire chose qui serait arrivée aux relations algéro-françaises. La candidate malheureuse, Marine Le Pen, a d'ailleurs confirmé cette sombre perspective durant la campagne électorale en répétant que la colonisation avait de bons côtés et ce, à l'occasion de plusieurs interviews accordées à la presse française. En face, Emmanuel Macron, qui se définit comme faisant partie d'une génération qui n'a pas connu la guerre d'Algérie et qui n'est pas condamnée à en subir les traumatismes, estime que « la colonisation était une négation du peuple algérien » et « cette guerre (1954-1962, Ndlr) était indigne de la France ». Le problème, c'est que M. Macron n'a pas dit que cela et ses pro-

pos ultérieurs gagneraient à être connus de tous afin que nul ne soit tout à fait dupe de ses ambiguïtés en matière de politique étrangère. Pour rester dans le dossier algérien, il faut savoir que deux jours après sa visite à Alger et la levée de boucliers que sa sortie a provoquée, il a posté une vidéo sur sa page Facebook où, en réitérant sa position, il s'est néanmoins adressé aux anciens combattants pour leur dire que ses propos n'étaient pas destinés contre eux. M. Macron est allé plus loin en parlant d'une « modernité introduite par effraction », soulignant au passage, que « des dizaines de milliers d'instituteurs, de médecins et de fermiers ont beaucoup donné à l'Algérie » (oui même les colons !) Emmanuel Macron, et ça ne doit pas être facile, aurait peut-être tenté de couper la poire en deux, avec quelques concessions allant dans le sens, par exemple, de la fameuse loi du 23 février 2005 louant « les bienfaits de la colonisation » et qui avait glacé les relations entre l'Algérie et la France durant les derniers mois de Jacques Chirac et l'entier quinquennat de Nicolas Sarkozy.

En tout cas, pour Emmanuel Macron, la guerre des mémoires est terminée, « la France et l'Algérie doivent cesser de se renvoyer leur Histoire à la figure ». « Il est temps de laisser le passé passer », a-t-il dit, dans une formule qui semble bien devoir s'appliquer à la France comme à l'Algérie, puisqu'il n'y aura ni refoulé ni repentance, selon le nouveau président français qui promet de ne rien céder « à tous les

responsables politiques qui veulent instrumentaliser notre l'Histoire ». En la matière, Emmanuel Macron est le continuateur de François Hollande, dont la politique d'apaisement avec Alger semble jouir du même élan et d'accommoder des mêmes limites. Emmanuel Macron veut construire un futur apaisé avec l'Algérie, ce qui représente pour lui le défi de sa génération.

De la sorte, les relations entre Alger et Paris se présentent sous les meilleures perspectives et tout indique que ce n'est pas au niveau du passé commun qu'il faudra redouter des heurts dans l'immédiat. En réalité, les nuages qui pourraient menacer les relations bilatérales ont plutôt trait à la réalité actuelle de la situation internationale, notamment le Moyen-Orient. Emmanuel Macron avait, pour souvenir, appuyé à une intervention militaire afin de « sanctionner » Bachar Al Assad de l'attaque chimique de Khan Chikhoun, quelques heures avant les frappes américaines décidées par Donald Trump contre la base syrienne d'Al-Chaayrate. Une réaction qui en dit long sur le regard que porte M. Macron au rôle de l'ONU qui n'a pas eu le temps d'enquêter sur cette affaire, rejoignant ainsi la position de François Hollande qui a immédiatement demandé à juger le président syrien pour crimes de guerre, alors que les analyses les plus prudentes recommandaient de tirer les leçons de l'attaque préfabriquée d'Al-Ghouta, en 2013. En revanche, M. Macron n'a pas affiché son soutien à la rébellion syrienne (parce que militai-

rement battue ?), ni clarifier le rôle de la France dans le partage d'influence entre Washington et Moscou dans la région. Quant au dossier palestinien, Emmanuel Macron reste fidèle à la tradition du Quai d'Orsay. Pour lui, « la sécurité d'Israël est un principe intangible, de même que la légitimité de l'Etat palestinien », tout en étant contre la reconnaissance unilatérale de la Palestine et en assimilant l'antisémitisme à l'antisémitisme. En dehors de cela, la politique étrangère de la France n'occupe pas une place importante dans le programme du nouveau président élu, selon le document mis en ligne (<https://en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme>). Son programme ressemble plutôt à celui d'un Premier ministre avec le chapelet habituel de mesures sociales, fiscales et économiques. Cela indique qu'Emmanuel Macron n'a pas l'intention de faire une révolution à ce niveau, sinon il aurait mis cela bien en évidence, comme l'avaient fait les candidats qui souhaitaient, soit sortir de l'Union européenne, soit quitter l'Otan ou plus simplement de revoir la politique française à l'égard de la Russie de Vladimir Poutine. Emmanuel Macron, lui, parle plutôt, dans le sixième et dernier chantier de son programme pour le quinquennat qu'il entame, d'« une nouvelle politique en Afrique où la paix et l'esprit d'entreprise construiront le siècle qui commence ». Cela reste insuffisant pour se faire une véritable opinion sur la politique étrangère du nouveau président français. Donc, wait and see...

N.B.

Le Président Bouteflika félicite le nouveau président français

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de félicitations au président français élu, Emmanuel Macron, dans lequel il a salué son « bien méritée », la lucidité de sa vision et la rectitude de ses engagements. « Votre élection bien méritée en qualité de président de la République française récompense, à bon droit, la force de votre volonté, la lucidité de votre vision et la rectitude de vos engagements. Le peuple français qui a su choisir en vous l'homme d'Etat, de cœur et d'esprit, capable de présider à ses destinées dans cette conjoncture difficile et de conduire sa trajectoire vers l'avenir qualitativement meilleur que vous avez projeté avec une conviction communicative, a, ce faisant, fort opportunément distingué un ami de l'Algérie », a écrit le chef de l'Etat dans son message. « Alors que, dans les importantes fonctions ministérielles que vous avez assumées, vous apportiez une contribution significative à l'édification du partenariat d'exception entre l'Algérie et la France que votre éminent prédécesseur et moi-même avons ambitionné comme grand dessein commun pour nos deux peuples, chacun a pu prendre toute la mesure de la foi et de la créativité que vous investissiez dans une œuvre que vous saviez relever de la cohérence de l'Histoire », a ajouté le Président Bouteflika. « Vos anticipations et vos initiatives ont fait l'ample démonstration de votre claire détermination à travailler avec nous à compenser les occasions manquées dans les relations algéro-françaises par l'ouverture de nouveaux horizons porteurs de la promesse d'une mémoire résolument assumée dans sa vérité et son intégrité et d'une amitié véritablement arrivée à la maturité ainsi que d'intérêts avantageusement équilibrés, la communauté algérienne installée en France et les citoyens français présents en Algérie devant demeurer un ressort humain précieux à honorer et à préserver », a encore relevé le Président de la République. « Votre récente visite à Alger, dans le contexte du lancement de votre remarquable marche vers l'accomplissement de votre haute destinée nationale, a déposé, pour toujours, dans le patrimoine commun de nos deux pays et au-delà, la pétition de principe empreinte de courage politique et de sincérité humaine hors du commun quant à la nature irrécusablement condamnable du colonialisme », a rappelé M. Bouteflika. « Cette attitude pionnière de votre part vous place, naturellement et légitimement, dans la position-clé de protagoniste, convaincu et convainquant, du parachèvement d'une réconciliation authentique entre nos deux pays, dans la fidélité à des valeurs propres aux peuples dont la proximité dans les épreuves de la confrontation se valorise en un compagnonnage dans l'espérance à nul autre comparable », a ajouté le Président Bouteflika. « Au nom du peuple et du gouvernement algériens et en mon nom personnel, j'ai grand plaisir à vous adresser mes plus chaleureuses félicitations auxquelles je joins les vœux sincères que je forme pour votre plein succès qui sera celui de la France amie dans le rayonnement que la communauté internationale attend d'elle parmi les nations qui portent l'espoir d'une paix et d'une prospérité bénéficiant aux générations actuelles et futures à travers le monde », a conclu le chef de l'Etat.

R. N.

Lamamra à Genève

La démocratie en Algérie n'est pas "un slogan de campagne"

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a présenté, hier à Genève, un vaste exposé sur la situation des droits de l'homme en Algérie, mais aussi de l'évolution de la démocratie dans le pays et de la lutte antiterroriste et ce, à l'occasion de la 27^e session de mécanisme d'examen par les pairs du Conseil des droits de l'homme onusien (CDH).



Par M. Ait Chabane

Ce faisant, le chef de la diplomatie algérienne a mis en exergue les réalisations de l'Algérie en la matière, ainsi que les efforts consentis pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme en constante évolution. Evoquant la question de la démocratie, le ministre des Affaires étrangères a indiqué que «la démocratisation en Algérie n'est ni un slogan de campagne ni un caprice d'intellectuels. La tenue régulière et dans les délais fixés d'élections libres et transparentes, la diversité de la composante du Parlement où sont représentés 36 partis et une vingtaine d'indépendants, le fonctionnement démocratique des institutions, le foisonnement de l'expression libre

des opinions, le développement prodigieux du mouvement associatif sont la parfaite démonstration du pluralisme en l'Algérie. Ramtane Lamamra a notamment cité, dans sa déclaration introductive, l'existence de 71 partis politiques agréés et de plus de 100 000 organisations non gouvernementales, 65 organisations syndicales et la tripartite, qui a tenu 20 rounds depuis son institution. Il s'est également exprimé sur la liberté de réunion et de manifestation, tout en explicitant les mesures qui s'appliquent «à titre exceptionnel, à la manifestation sur la voie publique à Alger est liée à des considérations propres à la capitale». A ce titre, Lamamra a précisé que «l'Etat ne peut, en sa qualité de responsable de l'ordre et de la sécurité publics, se risquer à les autoriser lorsqu'il est avéré

que leurs organisateurs ne remplissent pas les conditions qui concourent à leur déroulement pacifique et sans porter préjudice aux biens des personnes ou être la cible de visées terroristes». Au sujet de la lutte antiterroriste, «l'Algérie poursuivra avec détermination cette lutte contre les groupes terroristes, et leurs sponsors politiques et médiatiques, ainsi que contre tous ceux qui par des artifices fallacieux cherchent à légitimer leurs forfaits criminels», a soutenu le ministre des Affaires étrangères. Pour le ministre d'Etat, la menace terroriste, «qu'il ne faut pas occulter, continuera de planer sur des Etats du voisinage», soulignant que «la conjonction de cette dernière avec les réseaux de la criminalité transnationale, très actifs dans la région, mobilise une somme d'énergie et de

moyens qui auraient pu être dédiés au développement et par conséquent directement profitable à la qualité de vie des citoyens». Aussi, il a affirmé qu'«il n'existe aucun lieu de détention en Algérie qui échappe à la loi ou soit hors de sa portée». «L'Etat de droit serait inopérant sans une justice indépendante rendue par des magistrats professionnels qui n'obéissent qu'à la loi et hors de portée de toutes formes d'entraves, de pression ou de menaces», a-t-il estimé, indiquant que l'Algérie compte aujourd'hui 47 cours d'appel, 219 tribunaux et 33 annexes, 38 tribunaux administratifs, une Cour suprême, un Conseil d'Etat et un tribunal des conflits. Cette densification de la carte judiciaire en Algérie vise à rapprocher le justiciable des juridictions, a-t-il dit.

M.A.C.

En dépit des dérapages dans certains pays voisins L'Algérie a réussi à préserver sa stabilité

L'Algérie «a réussi à préserver sa stabilité en dépit des dérapages politique et sécuritaire dans certains pays voisins», a indiqué l'expert français, Jean-François Daguzan.

Lors d'une conférence animée à l'Institut national d'études de stratégie globale (Inesg) à Alger, ayant pour thème «Trump, Union européenne, Afrique, Moyen-Orient : Perspectives pour un siècle d'incertitudes», M. Daguzan, qui docteur en droit et en sciences politiques, a précisé que «l'Algérie a réussi à préserver sa sérénité et sa stabilité après la décennie noire, en dépit des dérapages politique et sécuritaire que connaissent certains pays voisins».

L'intervenant a également abordé «les grands défis» auxquels est confrontée la région, telles que «les pressions étrangères, les situations de tension dans les pays voisins, à l'instar de la Libye et des pays du Sahel, les aspirations de la nouvelle génération ainsi que la crise des migrants africains».

Par ailleurs, l'orateur a mis en exergue le rôle important des réseaux sociaux en terme d'influence sur les décisions des pays.

Abordant l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, M. Daguzan a indiqué que cette élection «modifiera la politique de son pays vis-à-vis de l'ordre international», relevant par la même occasion que le président Trump «ne possède pas le pouvoir absolu dans la prise de décision qui implique d'autres institutions telle que la défense, le Congress et les renseignements, des institutions ayant un pouvoir d'influence sur la politique américaine et la prise de décisions dans les questions stratégiques.

Il a ajouté que le président américain étant un homme d'affaires, il agit partant de ce principe en «essayant de négocier avec la partie adverse et à défaut de réponse favorable il agit avec violence», faisant allusion au raid américain sur une base militaire du gouvernement syrien.

Dans le même contexte, le conférencier a imputé le dérapage politique dans certains pays, notamment ceux ayant connu le «Printemps arabe», à la crise économique, faisant état, par la même occasion, d'un éventuel effondrement de certains pays d'Afrique ayant échoué à réaliser les aspirations de leurs peuples.

R. N.

Plus de 35 milliards de DA de défaut de facturation

Les chiffres alarmants du ministère du Commerce

Par Karima Nacer

La fraude commerciale reste très élevée en ce début d'année 2017. Le chiffre d'affaires dissimulé de transactions commerciales sans factures, mises au jour par les services de contrôle du ministère du Commerce, a atteint plus de 35 milliards de dinars, outre la saisie de marchandises d'une valeur de plus de 593,95 millions de dinars.

La fraude a pris de l'ampleur dans la sphère commerciale. Les auteurs de ses activités frauduleuses usent de tous les moyens pour dissimuler le chiffre d'affaires réel pour échapper au fisc. Une pratique qui semble difficile à contenir malgré les efforts du

ministère du commerce. Les agents de contrôle économique et de la répression de fraude affichent des chiffres qui donnent le tournis. Selon le bilan des brigades mixtes de contrôle commercial pour le premier trimestre, plus de 35 milliards de dinars de transactions commerciales non facturées ont été enregistrées.

Les services de contrôle font face à une sorte d'anarchie qui s'est emparée du marché national. Ils ont effectués 9 822 interventions durant lesquelles 1 565 infractions ont été enregistrées, 1 431 procès dressés avec proposition de fermeture de 50 locaux commerciaux.

Des marchandises non conformes ou impropres à la

consommation, d'un volume de 20 tonnes et d'une valeur de plus de 593,95 millions de dinars ont également été saisies.

Après avoir mené des enquêtes, la brigade mixte commerce-impôts-douanes a estimé le montant de la marchandise non facturée à 35,06 milliards de dinars.

Ladite brigade a effectué 589 interventions lors desquelles 202 infractions ont été enregistrées, 196 procès dressés avec proposition de fermeture d'un local. La valeur des produits saisis s'élève à 583,36 millions de dinars.

A son tour, la brigade mixte commerce-vétérinaire a effectué 6 937 interventions ayant permis de constater 1 080 infractions et

l'établissement de 993 procès avec proposition de fermeture de 40 locaux. Le volume des produits saisis s'élève à 14,75 tonnes de marchandise d'une valeur de 6,86 millions de dinars.

Le bilan de la brigade mixte commerce-phytosanitaire fait état de 643 interventions, 132 infractions enregistrées, 97 procès rédigés avec proposition de fermeture de neuf locaux.

Le volume des produits saisis s'élève à 1,2 tonne de marchandise d'une valeur de 2,35 millions de dinars. Pour sa part, la brigade commerce-santé a effectué 1 056 interventions qui ont permis d'enregistrer 89 infractions et de rédiger 83 procès. Le volume des produits

saisi s'élève à 4 tonnes d'une valeur de 1,36 million de dinars. Pour finir, les éléments de la brigade commerce-métrologie légale ont effectué 597 interventions lors desquelles 62 infractions ont été enregistrées, 62 procès dressés et 20 kg de produits saisis d'une valeur de 9 000 dinars.

Les fraudes fiscales, sous leurs différentes formes, coûtent des milliards à l'Algérie. En dépit de la multiplication des efforts du gouvernement pour parer à ce phénomène, les fraudeurs continuent à défier les autorités. Et rien ne semble les arrêter. **K.N.**

Réunion à Alger des pays voisins de la Libye

Un autre pas vers la paix

La 11^e réunion ministérielle des pays voisins de la Libye s'est ouverte hier à Alger sous l'égide de l'ONU et de la Ligue des Etats arabes avec la présence du chef de la mission d'appui de l'ONU en Libye (Manul), Martin Kobler, pour qui l'accord politique demeure le cadre d'une solution négociée.



Par Sofiane Aït Mohamed

Cette rencontre est très importante d'autant qu'elle doit mettre l'accent sur la nécessité d'accompagner les Libyens sur la voie de la paix et le règlement de la crise qui secoue leur pays depuis 2011. Des chefs de délégations des pays voisins de la Libye, en l'occurrence les ministres des Affaires étrangères du Soudan et du Niger, la secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Tchad, ainsi que le représentant de l'Union Africaine (UA) pour la Libye Jakaya Kikwete, étaient aussi présents. M. Messahel a mis en avant, l'attachement des pays voisins de la Libye au rétablissement de la stabilité et de l'unité de ce pays frère à travers le dialogue inclusif libo-libyen, affirmant que «l'Algérie est au service de la paix et ne recherche pas la gloire, cela ne relève pas de notre culture ni de notre politique» a aussi affirmé que «la 12^e session ministérielle des pays voi-

sins de la Libye prévue à Tripoli se veut un message de solidarité avec le peuple libyen». Dans une déclaration à l'APS en marge de la 11^e réunion ministérielle des pays voisins de la Libye qui se tient à Alger, M. Messahel a précisé que cette 11^e réunion «nous permettra de transmettre deux messages importants au peuple libyen: le premier étant que l'Algérie au même titre que tous les pays du voisinage soutient le peuple libyen pour l'aider à sortir de la crise», a indiqué le ministre. «Notre deuxième message est que la tenue de la 12^e session à Tripoli se veut un message fort de solidarité avec nos frères libyens». C'est ce que pense aussi Kobler pour qui «l'accord politique libyen doit demeurer le cadre d'une solution négociée». «L'Accord n'est pas parfait, des amendements partiels et limités sont nécessaires, mais doivent être faits par les Libyens eux-mêmes. L'ONU est là pour faciliter et coordonner les efforts», a indiqué M. Kobler à l'ouverture de rencontre où il a

présenté une feuille de route pour la paix en Libye. «Il s'agit en premier lieu, de la désignation des délégations par la Chambre des représentants et par le Haut conseil d'Etat, ce sont des gestes encourageants et doivent intégrer un processus inclusif», a souligné le représentant de l'ONU. En deuxième lieu, a-t-il ajouté, la nécessité de «revigorer le processus sécuritaire et la création d'un appareil de sécurité unifié», soulignant que cela nécessite comme première étape, bien entendu, que «tous les acteurs de la sécurité libyenne s'abstiennent de faire usage de la violence». «Les tensions en Libye doivent être abaissées pour que les discussions politiques puissent reprendre», a-t-il insisté. Le diplomate onusien a relevé, par ailleurs, que la volonté du maréchal Haftar de négocier sur la base de l'Accord politique libyen est «une source d'optimisme...», saluant les efforts du Conseil présidentiel visant à consolider le contrôle des groupes armés à Tripoli.

«Les Libyens vont bientôt entamer une initiative de réconciliation nationale inclusive et globale soutenue par la Manul. Ici, les municipalités auront un rôle-clé à jouer», a-t-il dit. Par ailleurs et dans une autre registre, et allusion faite à la dernière visite de Messahel en Libye, critiquée par certaines parties, le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohammed Tahar Siyala, a affirmé que les récentes tournées de M. Abdelkader Messahel en Libye avaient été «pleinement coordonnées». «Les visites effectuées par M. Messahel dans les différentes régions de Libye lui ont permis, en tant qu'homme de terrain, de se rapprocher des citoyens et des acteurs concernés par l'évolution de la situation dans le pays», a indiqué M. Siyala à l'issue de sa rencontre avec M. Messahel peu avant le début des travaux de la 11^e réunion ministérielle des pays voisins de la Libye. **S.A.M.**

Front social

Le Snap demande la levée des sanctions contre les postiers

Par Rachid Chihab

Le Syndicat national autonome des postiers (Snap), appelle la direction générale d'Algérie Poste (AP), à mettre fin la politique punitive qui s'exerce contre les délégués syndicaux et les représentants des travailleurs. Dans un communiqué publié hier, le syndicat apporte son soutien au collectif des postiers de la région de Sidi Aïch dans la wilaya de Béjaïa en grève pour protester contre la sanction de l'un de leur collègue par la direction locale d'Algérie Poste. Le Snap estime que cette décision est «arbitraire» et témoigne de la gravité de la situation au sein de cette entreprise publique. Pour faire la lumière sur cette affaire et d'autres, le syndicat demande l'ouverture d'une enquête sérieuse et la réhabilitation de tous les travailleurs sanctionnés en dehors du cadre légal.

En outre, le Syndicat national autonome des postiers appelle à l'ouverture des portes du dialogue avec les représentants des travailleurs, aussi bien au niveau local, que national. Une telle démarche, affirme le communiqué, contribuera à l'apaisement des esprits et au règlement à l'amiable des conflits sociaux.

Par ailleurs, le syndicat appelle les travailleurs d'Algérie Poste dans les quatre coins du pays à la mobilisation en vue de défendre leurs droits et faire valoir leurs revendications socio-professionnelles.

R.C.

A partir du 1^{er} juin Gel de l'importation des mélanges d'herbes

Le ministère du Commerce a annoncé hier le gel, au titre de mesure conservatoire, de l'importation des mélanges d'herbes à partir du 1^{er} juin 2017.

Il a été décidé en coordination avec les secteurs concernés et au titre de mesure conservatoire, de «geler l'importation des mélanges d'herbes destinés à la vente en l'état jusqu'à codification», a indiqué le ministère dans un communiqué.

Par conséquent, ajoute le communiqué, «il est interdit aux commerçants exerçant l'activité de préparation, de conditionnement ou de vente d'herbes de commercialiser les mélanges d'herbes, à l'exception de la commercialisation en l'état sans mention de vertus thérapeutiques sur l'étiquetage ou de publicité de leurs vertus thérapeutiques par n'importe quel moyen».

Le ministère rappelle pour ce qui est des herboristes dont les locaux ont été fermés que «la reprise de leur activité est tributaire de la modification de leur registre de commerce et de la signature d'un engagement de suivre une formation spécialisée pour laquelle ils seront convoqués ultérieurement, a précisé le communiqué.

Le ministère du Commerce appelle les concernés à se rapprocher des services des directions de commerce de wilaya pour de plus amples informations.

R. N.

Pêche

La traçabilité du corail définie par un arrêté interministériel

Les conditions de mise en place du dispositif de traçabilité du corail brut et semi-fini ont été définies par un arrêté interministériel publié au *Journal officiel* n° 17.

Cette traçabilité représente la reconstitution matérielle de l'historique du corail pêché depuis son débarquement à sa transformation ainsi qu'à sa commercialisation, sur la base d'un document de traçabilité, d'une banque de données et d'un système de gestion et de traitement de l'information, indique le texte.

La gestion de ce nouveau dispositif est confiée à l'Agence nationale de développement durable de la pêche et de l'aquaculture, en coordination avec l'Agence nationale pour la distribution et la transformation de

l'or et des autres métaux précieux.

Le document de traçabilité atteste l'obtention légale du corail brut et semi-fini et identifie essentiellement le corail, le concessionnaire, le périmètre d'exploitation, le navire corailleur, les plongeurs, les quantités pêchées, le transformateur, les quantités commercialisées et transformées.

Quant à la banque de données, elle centralise et mémorise l'ensemble des informations contenues dans le document de traçabilité.

Cet arrêté interministériel vient en application du décret exécutif de 2015 qui fixe les conditions de pêche au corail.

Pour rappel, la pêche au corail a été autorisée en 2015 après 15 ans de fermeture en raison d'une surexploitation de cette

ressource et de son braconnage.

De lourdes peines sont prévues contre les infractions liées à la pêche au corail infligées aux personnes qui le pêchent sans concession ou celles qui ne tiennent pas de registre de plongée, ou qui dépassent le quota annuel autorisé ou quiconque exporte le corail à l'état brut ou semi-fini.

Ces peines vont d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende oscillant entre 10 millions et 20 millions de DA.

En outre, cette pêche s'effectue selon un programme d'exploitation, qui fixe les quotas autorisés à pêcher, les zones et la périodicité ainsi que le nombre d'exploitants admis pour chaque périmètres d'exploitation. **R.N.**

Mise en œuvre du nouveau modèle de croissance économique

La Banque mondiale veut soutenir l'Algérie

La Banque mondiale veut soutenir l'Algérie dans la mise en œuvre du nouveau modèle de croissance économique qui s'étalera jusqu'à l'horizon 2035, a affirmé, dimanche à Alger, un membre du Conseil d'administration de la Banque, qualifiant ce programme d'ambitieux.



« Notre visite en Algérie vise à connaître de près le pays et voir dans quelle mesure la Banque mondiale peut-elle y apporter son soutien. Le ministre (algérien des Finances, Ndlr) nous a présenté plusieurs programmes dont le programme (de croissance) à l'horizon 2020-2035. C'est un programme ambitieux auquel nous voulons apporter notre soutien dans le cadre du partenariat stratégique qui relie l'Algérie et la Banque », a déclaré à la presse le Porte Parole d'une délégation de la BM, M. Merza Hassan, à l'issue d'une audience avec le ministre des Finances, Hadji Baba Ammi.

La délégation est composée de dix directeurs exécutifs membres

du Conseil d'administration de la BM, représentant 100 pays parmi les 189 pays membres du Conseil.

« Nous regardons la mise en œuvre de cet ambitieux programme avec beaucoup d'attention car beaucoup de pays, que nous représentons, peuvent tirer profit de cette expérience. Je pense, qu'avec les compétences disponibles au niveau du gouvernement (algérien), ce programme pourra être mis en œuvre en dépit des défis existants », a-t-il poursuivi.

Il a avancé que la Banque mondiale voulait faire profiter l'Algérie des expériences d'autres pays, notamment après les évolutions du marché pétrolier et le déséquilibre structurel constaté dans les

revenus du pays. « Nous donnerons (à l'Algérie) tout l'appui nécessaire », a-t-il soutenu.

« Nous sommes à Alger pour rencontrer des autorités, comprendre les défis et le programme du développement du pays et voir l'intervention de la Banque mondiale sur le terrain. C'est une délégation très importante puisqu'elle réunit dix membres du Conseil d'administration représentant 100 pays sur les 189 pays composant ce Conseil, avec une représentation assez variée: l'Amérique latine, l'Asie, l'Europe et l'Afrique Subsaharienne », a, de son côté, déclaré Mme Marie-Françoise Nelly, directrice exécutif à la Banque mondiale.

Elle a fait savoir que les

membres de la délégation de la Banque considéraient l'Algérie comme étant un pays « très important » et qu'ils saluaient en particulier les efforts de l'Algérie pour contribuer au fonds de l'IDA (Agence internationale de développement) avec une participation algérienne de 25 millions de dollars.

Pour sa part, M. Baba Ammi a souligné que la délégation de la BM a été informée lors de l'audience sur « le programme du gouvernement en matière de diversification économique, sur le nouveau modèle de croissance économique ainsi que sur la vision du Gouvernement pour la mise en œuvre de ce programme à l'horizon 2035 ».

Y. K.

Sellal reçoit une délégation de la Banque mondiale

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a reçu hier une délégation d'administrateurs de la Banque mondiale qui séjourne en Algérie dans le cadre d'une visite de travail, indique un communiqué des services du Premier ministre. Lors de cette audience, il a été procédé à un échange de vue sur « l'état d'évolution de l'économie nationale et des effets conjugués de la conjoncture financière et économique mondiale ainsi que les mesures, pour en atténuer les effets, mises en œuvre par les institutions gouvernementales », précise la même source. Les relations de coopération entre l'Algérie et cette institution financière internationale « connaissent une qualité saluée

par les deux parties », note le communiqué. A l'issue de la rencontre, M. Sellal a tenu à réitérer à ses hôtes « la détermination des autorités algériennes à poursuivre la mise en œuvre du nouveau modèle économique susceptible de contribuer à créer les meilleures conditions d'atteindre l'émergence et de contribuer à diversifier l'économie nationale tout en rationalisant les dépenses budgétaires ». L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Finances, M. Hadji Baba Ammi, et du directeur de cabinet du Premier ministre, M. Mustapha Karim Rahiel.

H. K.

OPEP

L'accord de réduction pourrait être prolongé au-delà de 2017

Le ministre de l'Energie saoudien, Khalid Al-Falih, a déclaré hier à Kuala Lumpur (Malaisie) que le marché pétrolier s'équilibrait après des années d'offre excédentaire, soulignant qu'il s'attend à une extension de l'accord de réduction de la production de l'Opep au second semestre 2017 et peut-être au-delà.

« Au vu des consultations que j'ai eues avec les signataires de l'accord, je pense qu'il sera étendu à la seconde moitié de l'année et peut-être au-delà », a indiqué Al-Falih au sommet asiatique du pétrole et du gaz à Kuala Lumpur.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), la Russie et 10 autres pays non membres se sont engagés fin 2016 à réduire la production pétrolière de 1,8 million de barils par jour pendant six mois à compter du 1er janvier 2017.

Mais les stocks mondiaux restent élevés, ce qui contribue à ramener les prix du baril de brut en deçà des 50 dollars, ce qui nécessite un prolongement de l'accord jusqu'à la fin de l'année.

« Je pense que le pire est désormais derrière nous. Nous devrions aider les marchés à être de plus en plus robustes », a soutenu le ministre.

Al-Falih a dit également s'attendre à ce que la croissance de la demande mondiale soit proche de celle de l'an dernier.

« La croissance de la demande en Chine devrait être sensiblement la même qu'en 2016 en raison d'un secteur des transports solide, tandis que celle en Inde devrait atteindre un record », a-t-il ajouté.

Au cours des 25 prochaines années, la demande devrait essentiellement provenir

d'Asie, le Vietnam et les Philippines devant intégrer dans cette période le Top 20 des plus grandes économies de la planète.

A cette date, a ajouté Al-Falih, l'Asie devrait également représenter près des deux tiers de la demande mondiale de gaz.

Les récentes baisses des prix s'expliquent par la faiblesse de la demande et la maintenance des raffineries et par la croissance de la production de pays non Opep, particulièrement les Etats-Unis.

La production américaine a progressé de plus de 10% depuis la mi-2016, à 9,3 millions b/j, se rapprochant de celle de l'Arabie Saoudite et de la Russie.

Les pays membres de l'Opep se réuniront le 25 mai à Vienne pour décider de la prolongation de six mois de la production de pétrole.

R. N.

Prix du pétrole Le Brent ouvre la semaine en-deçà de 50 dollars à Londres

Les prix remontaient la pente hier en cours d'échanges européens, les différentes déclarations sur un éventuel prolongement de l'accord de l'Opep et ses partenaires rassurent les marchés.

A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 49,11 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse d'un cent par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de « light sweet crude » (WTI) pour le contrat de juin cédaient un cent à 46,21 dollars.

Les cours de l'or noir avaient plongé vendredi pour atteindre 46,64 dollars pour le Brent, au plus bas depuis plus de cinq mois, et 43,76 dollars pour le WTI, au plus bas depuis près de six mois, avant de rebondir, un mouvement qui peinait à se confirmer hier.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires tentent de convaincre les marchés qu'ils étendront leur accord de baisse de la production au-delà du premier semestre 2017.

« Le ministre saoudien de l'Energie (Khaled al-Fallen) a déclaré que les baisses de production pourraient être étendues jusqu'à la fin de l'année.

Mais avec la hausse du nombre de puits actifs aux Etats-Unis, les marchés attendent désormais que l'Opep intensifie ses baisses de production », a prévenu un analyste.

Le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, a, pour sa part, affirmé qu'une extension de l'accord aiderait au rééquilibrage du marché.

Alors que les deux plus grands producteurs mondiaux cherchent ainsi à courber l'échine de l'offre mondiale, l'activité des pétroliers américains continue pour sa part de s'intensifier, comme le montre la hausse du nombre de puits actifs selon les données publiées par le groupe privé Baker Hughes vendredi.

« Les prix de l'or noir sont sous pression, mais nous prévoyons toujours que le marché se rééquilibrera dans les prochains mois », ont argué des analystes.

Selon eux, l'Opep ayant limité sa production au premier semestre, il est normal que l'effet de cet effort ne se fasse sentir sur les réserves mondiales que dans les prochains mois.

R. E.

Innovée par un chercheur algérien

Une découverte qui va contribuer à sauver l'humanité

Un projet de loi sur la recherche scientifique et le développement technologique visant à booster l'innovation est en cours d'élaboration, a indiqué hier un responsable au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui souligne que 25% des structures de recherche en Algérie seront dissoutes afin de valoriser l'excellence.



Le troisième projet de loi sur la recherche, en cours d'élaboration, a pour objectif la mise en place des structures de recherche et développement dans l'entreprise, du statut du chercheur et celui du doctorat en entreprise qui sont des mécanismes visant à booster l'innovation, a précisé le directeur de la recherche scientifique et du développement technologique auprès du ministère, Abdelhafid Aourag, qui intervenait à la Radio algérienne.

Il a expliqué que les deux premières lois «ont structuré la recherche et mis les bases essentielles pour un système national de recherche scientifique», ajoutant que «nous devons passer, aujourd'hui, à une phase d'excellence qui est celle de la production».

«Nous étions dans une phase d'initiation, nous devons passer à une phase de production de valeur ajoutée pour l'économie nationale», a-t-il dit.

M. Aourag a fait savoir que sa structure «vient de terminer l'évaluation globale du système national de recherche», relevant que «25% des laboratoires et structures de recherche seront dissous».

«Il n'y aura pas de place à la médiocrité»,

a-t-il martelé, soulignant la nécessité de «valoriser l'excellence et les plus méritants».

Toutefois, il a noté que 75% des structures et centres de recherche ont eu une évaluation «globalement positive».

Il a regretté, par ailleurs, que la majorité des 30 000 chercheurs en Algérie travaille dans les universités et les centres de recherche, alors que dans le monde 60% d'entre eux sont en entreprise, relevant que seulement 300 chercheurs travaillent ont un «soit disant statut de chercheur en entreprise».

«Aujourd'hui, si nous voulons avoir une recherche performante pour le développement technologique, il faut réellement booster la recherche dans l'entreprise», a-t-il expliqué.

Interrogé sur le «peu d'enthousiasme» d'entreprises locales pour les produits issus de la recherche algérienne, il a expliqué que plusieurs grandes entreprises à l'image de Sonatrach, d'institutions publiques et des services de sécurité, utilisent déjà des produits algériens, appelant les entreprises «à faire confiance aux compétences nationales, seules capables de faire de l'Algérie un pays émergent en matière d'innovation technolo-

gique».

Il a, dans ce sens, annoncé qu'un chercheur algérien (sans citer son nom) vient de trouver une solution «innovante» à même de «révolutionner l'humanité en matière de développement durable», indiquant que des négociations sont en cours avec des multinationales pour la concrétisation de ce projet.

«Ce chercheur, qui vit et travaille en Algérie, a fait une innovation qui va faire un boom mondial dans le domaine du développement durable», a-t-il ajouté, estimant que «l'Algérie est arrivée à faire des percées technologiques extraordinaires».

«Rien que pour cette année, nos centres de recherche ont réalisé, en termes de prestation de service, 1,5 milliard de dinars de fonds propres», s'est-il réjoui, estimant qu'«il y a certains centres de recherche qui peuvent ne pas avoir besoin de fonds de l'Etat, car, ils s'autosuffisent».

Il a relevé que «la recherche scientifique en Algérie est, aujourd'hui, génératrice, de richesses», tout en soulignant l'existence de centres de recherche qui ont des filiales commerciales «qui emploient plus de 300 personnes sur leur fonds propres».

Par ailleurs, M. Aourag a annoncé, égale-

ment, un accord avec la direction générale de la Société nationale des transports ferroviaires (Sntf) pour la mise en place de la première gare intelligente au niveau de l'aéroport d'Alger.

Il a également annoncé la tenue du Salon national des produits de la recherche qui se tiendra du 18 au 23 mai prochain au Palais des expositions, Pins maritimes (Safex) à Alger.

Ce salon, ouvert au public et aux acteurs du domaine des technologies, mettra en avant les avancées algériennes en matière technologiques et les dernières innovations des chercheurs algériens dans le secteur.

«Plus de 500 produits issus de la recherche scientifique seront exposés lors de cet événement qui sera l'occasion pour les chercheurs et autres entreprises de faire des démonstrations de leurs produits, a-t-il fait valoir.

Reda A.

Wilaya IV historique

Une exposition sur le martyr Ahmed Bougara

Une exposition sur le chef de la Wilaya IV historique durant la glorieuse guerre de Libération nationale, le martyr Ahmed Bougara a été organisée dimanche à la place 5 Juillet de Tissemsilt.

Initiée par l'annexe du Musée national du moudjahid dans le cadre de la commémoration du 58^{ème} anniversaire de la mort du colonel Ahmed Bougara, cette exposition comporte des photos, des documents et des affiches mettant en exergue le parcours militant du chef de la Wilaya historique IV et ses prouesses militaires et politiques.

Des dépliants comportant la biographie du chahid ont été remis, à cette occasion, par des cadres de l'annexe du Musée, aux élèves d'établissements scolaires et aux citoyens.

Cette manifestation s'inscrit dans le cadre du programme annuel élaboré par l'annexe du Musée national du moudjahid, visant à perpétuer la mémoire de chouhada de la glorieuse révolution de novembre, a souligné le directeur de cet établissement muséal, Mohamed Adjed. Né en 1926 à Khemis Miliana (Aïn Defla), Ahmed Bougara dit Si M'hamed a adhéré aux Scouts musulmans algériens (SMA) en 1944 puis au mouvement national comme militant au Parti du peuple algérien (PPA). Le 8 mai 1945, il fut arrêté par l'administration coloniale et devint plus tard responsable de l'Organisation secrète (OS). Il a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) au déclenchement de la guerre de Libération nationale à Lakhdaria où il fut chargé de l'organisation politique des citoyens. Il fut promu colonel et chef de la Wilaya historique IV en 1957 en remplacement du colonel Dehilis.

Si M'hamed est tombé au champ d'honneur avec un nombre de compagnons d'armes dans un accrochage avec l'armée coloniale aux monts Ouled de Bouachra (Médéa), le 5 mai 1959.

Reda A.

Imprimeries publiques

Les dettes du journal *Echourouk* s'élèvent à 574 millions de DA

Les dettes du journal *Echourouk* auprès des imprimeries publiques s'élèvent à 574,4 millions de DA, indique la Société d'impression d'Alger (SIA), qui a qualifié de «fausses allégations» les affirmations de ce quotidien quant à la «prétendue relaxe» des chèques impayés.

Les imprimeries publiques en l'occurrence SIA, SIO, SIE et Simpral ont tenu, ainsi, à apporter des précisions «quant aux fausses allégations du journal *Echourouk* dans son édition du 4 mai 2017», dans laquelle le journal déclare avoir remboursé l'entreprise publique à hauteur de 98% de ses créances.

Les dettes d'*Echourouk* auprès de la SIA s'élèvent à 204 459 280,78 DA, celles de la Simpral s'élèvent à 231 536 130,22 DA, pour ce qui est de la SIO, les créances détenues s'élèvent à 93 670 860,13 DA) et de la SIE s'élèvent à 44 824 714,68 DA soit un montant total de 574 490 985,81 DA que le journal *Echourouk* «ne peut contester», détaille la même source.

«Toutes ces créances sont arrêtees au 30 avril 2017», précise la SIA.

Selon la SIA, «ces chiffres démontrent à eux seuls les facilitations accordées par les imprimeurs à la société *Echourouk* qui se résument notamment en un échéancier de paiement qui n'est pas respecté et un volume de créances équivalent à une année d'activité».

«Cette situation a engendré un déséquilibre structurel et chronique de certaines imprimeries à l'instar de la Simpral qui se retrouve actuellement en cessation de paiement et l'imminence d'un dépôt de bilan», ajoute la SIA.

Quant à la «prétendue relaxe relative aux chèques impayés», la SIA a rappelé qu'*Echourouk*, «contrairement à ses affirmations, a été condamné par le tribunal pénal de Hussein Dey en date du 25 novembre 2015, un jugement confirmé par la cour d'Alger en date du 8 mars 2016», précisant que «ceci concerne seulement la SIA».

Les autres imprimeries «ne sont pas

pour autant épargnées par le défaut de règlement et le comportement irresponsable d'émissions de chèques rejetés pour insuffisance de provisions», ajoute la même source.

Les imprimeurs qui recensent, à titre indicatif, «29 chèques rejetés», expliquent que cette situation «a contraint les imprimeries à saisir les tribunaux compétents et obtenir des jugements définitifs, mais malheureusement inexécutables en raison de l'insuffisance de provision dans les comptes d'*Echourouk* pour ne citer que l'exemple de la Simpral».

«D'autres procédures sont en cours pour les mêmes motifs, ce qui n'exclut pas la volonté et la disponibilité d'un règlement définitif de ce litige dans l'intérêt des deux parties», conclut la SIA.

Contactée par l'APS pour plus de précisions sur ce sujet, une responsable d'*Echourouk* a refusé de commenter les précisions des imprimeries publiques.

L. T.

Etablissements de restauration collective durant le Ramadhan

Mesures préventives contre les intoxications à Alger

Des campagnes de sensibilisation sur le «don de sang» et les «maladies chroniques» ainsi que des mesures préventives pour éviter les cas d'intoxication au niveau des établissements de restauration collective sont prévus par la direction de la santé de la wilaya d'Alger en prévision du mois de Ramadhan, a révélé dimanche le directeur de la santé de wilaya.



Dans une déclaration à l'APS, M. Mohamed Miraoui a précisé que «ces mesures préventives qui visent à protéger la santé du consommateur ont touché les travailleurs en charge de la préparation des repas collectifs de l'iftar, en garantissant des examens médicaux à tous ces travailleurs par souci de préserver la santé publique». Des mesures préventives devraient être prises par les mêmes services avant le mois de Ramadhan, a indiqué le responsable. Ainsi, une équipe médicale chargée du contrôle périodique des denrées alimentaires et des viandes utilisées dans la restauration collective,

notamment les restaurants de la rahma ouverts par la wilaya en direction des catégories démunies, sera mise sur pied dans ce cadre.

Outre le contrôle des centres et restaurants collectifs de l'iftar, les locaux, marchés et eau potable feront également l'objet de contrôle par les bureaux communaux d'hygiène (BCH).

Un schéma sanitaire a été mis en place au niveau des services des urgences pour le mois de Ramadhan pour prendre en charge les malades, et les équipes médicales et paramédicales seront intensifiées au niveau de 85 polycliniques, dont 41 unités sanitaires de proximité qui constitueront

une ceinture sanitaire pour la capitale travaillant 24h/24 avec un système de permanence afin de renforcer les services sanitaires de huit établissements hospitaliers, cinq CHU et 12 établissements hospitaliers que compte la capitale.

Parmi les mesures sanitaires prévues pour le mois de Ramadhan, M. Miraoui a cité le renforcement du stock de médicaments et d'autres produits nécessaires aux urgences au niveau des polycliniques. Ces unités sanitaires seront contrôlées lors d'opérations d'inspection menée régulièrement par la direction, lesquelles seront intensifiées au mois de Ramadhan.

Dans le cadre de sa par-

ticipation aux différentes opérations de solidarité menées au cours du mois sacré, la direction de la santé lancera des campagnes de don du sang au niveau des mosquées de la capitale à partir du 28 mai en collaboration avec les hôpitaux, les imams et les associations activant en la matière, une opération qui se poursuivra jusqu'au 22 juin prochain.

Selon la même source, des portes ouvertes encadrées par des équipes médicales spécialisées seront organisées pour prodiguer des conseils et des recommandations aux malades chroniques diabétiques, hypertendus et asthmatiques.

T. R.

Tizi Ouzou

Coup d'envoi de la campagne de vaccination au profit des futurs hadjis

La campagne de vaccination des futurs pèlerins contre la diphtérie, le tétanos et le méningocoque a débuté dimanche au niveau de la polyclinique de la nouvelle ville de Tizi Ouzou, a-t-on appris du chef de service prévention de la direction de la santé et de la population (DSP).

Organisée en collaboration avec l'établissement public de santé de proximité (Epsp) de Draâ Ben Khedda, cette campagne concernera les 320 candidats tirés au sort au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou pour effectuer le grand pèlerinage 2017, a précisé le docteur Azeddine Astouti.

«Tous les moyens humains et matériels sont mobilisés par la DSP pour assurer le bon déroulement de l'opération de vaccination qui sera précédée par une visite médicale» prévue également au niveau de la même structure de santé, a-t-il indiqué.

Avant de recevoir le vaccin, les concernés passeront devant une commission médicale composée d'un psychiatre et deux médecins généralistes

qui se prononceront, à l'issue de la visite, sur l'aptitude physique et mentale du postulant à effectuer les rites du Hadj, a-t-il expliqué.

Une fois le rapport médical établi, un carnet de santé comportant tous les renseignements nécessaires sur la santé du patient est rempli par les encadreurs de l'opération, suite à quoi, il subira les vaccins prévus, a-t-il affirmé.

Dans le but d'assurer le bon déroulement de l'opération et éviter aux futurs hadjis les désagréments liés aux longues attentes, les organisateurs ont mis en place un programme par localités qui s'étalera jusqu'au jeudi 11 mai, a signalé le Dr. Astouti.

Le premier jour a été réservé aux pèlerins de la commune de Tizi Ouzou, tandis que la journée d'hier a concerné ceux des localités de Draâ Ben Khedda, Maâtkas et Beni Doula. S'ensuivront, aujourd'hui, les postulants de Larba Nath Iraten, Tizi Rached, Azazga, Azeffoun et Aïn El Hammam, avant de céder la place, mercredi, aux

régions de Bouzeguène, Mekla, Tigzirt, Makouda, Ouaguenoun, les Ouadhias, Ouacifs et Iferhounène, a-t-il souligné.

Le cinquième et dernier jour de cette campagne sera accordé aux citoyens des daïras d'Ath Yenni, Draâ El Mizan, Boghni et Tizi Ghennif, a-t-il observé, assurant que des séances de rattrapages au profit des personnes n'ayant pas pu se déplacer à la polyclinique de la nouvelle ville de Tizi Ouzou au courant de la semaine, sont prévues les 15 et 17 mai prochain.

Outre la visite médicale et la vaccination, un travail d'information et de sensibilisation sur la conduite à tenir pour préserver sa santé et éviter les maladies pendant la période du hadj, sera assuré par des spécialistes et des médecins mobilisés pour la circonstance.

Des projections vidéo sur les lieux saints de la Mecque ainsi que le rite de pèlerinage dans ses différentes étapes sont programmés à l'occasion de cette campagne de vaccination au profit des futurs hadjis.

T. S.

Journée mondiale de la sage-femme Rencontre à Oran sur le développement de l'accouchement naturel

L'accouchement naturel pour réduire le taux des césariennes a été au centre d'une rencontre organisée dimanche à Oran sous le thème «Développement de l'accouchement par voie basse» dans le cadre de la Journée mondiale de la sage-femme, célébrée le 5 mai de chaque année.

Lors de cette rencontre, animée par des spécialistes, les participants ont abordé également le dépistage du cancer du col utérin et du cancer du sein.

Dans une déclaration à l'APS, la directrice d'organisation, Sakina Attalah, a souligné que l'objectif de la rencontre est d'inciter les sages-femmes à une meilleure prise en charge des femmes enceintes pendant la grossesse et après l'accouchement, en plus de débattre de l'activation des programmes nationaux de santé.

Elle a, dans ce cadre, mis en évidence le plan de prévention et de lutte contre le cancer du sein et du col de l'utérus, recommandé par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Des recommandations ont été données aux sages-femmes pour sensibiliser et encourager les femmes enceintes à l'accouchement naturel afin d'éviter au maximum le recours aux césariennes, mais aussi de contribuer davantage au dépistage précoce des cancers.

Des communications ont abordé, entre autres, le dispositif intra utérin (DIU) et le dépistage du cancer.

Par ailleurs, des sages-femmes ont été honorées à cette occasion et des tenues de bloc opératoire leur ont été offertes.

La rencontre a été organisée par l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) en gynécologie et obstétrique Tazi Fatima de Haï Ellouz (Ex-Les Amandiers) en coordination avec la direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la sage-femme placée cette année sous le slogan «Sages-femmes, mères et familles : partenaires pour la vie».

R. N.

Enfants atteints de surdité Nécessite de diagnostic précoce

Les participants au 1^{er} Colloque international sur les innovations médicales et technologies modernes de prise en charge de l'enfant, clôturé dimanche à l'université Abou Bekr Belkaid de Tlemcen, ont insisté sur la nécessité du diagnostic précoce des enfants atteints de déficience auditive et de surdité profonde pour leur prise en charge en temps opportun.

Les intervenants lors de cette rencontre scientifique de deux jours ont mis l'accent sur le diagnostic automatique au niveau des services de gynécologie obstétrique et de pédiatrie relevant des centres hospitaliers par les staffs médicaux et les appareils permettant de déterminer la nature de la surdité et son degré afin de la prendre en charge convenablement.

Les participants ont recommandé d'assurer aux enfants bénéficiaires d'implant cochléaire un accompagnement psychologique et orthophonique et une assistance technique continue, affirmant que cet accompagnement aide l'enfant à sortir du monde du silence et du confinement et à s'adapter à une nouvelle situation.

Selon le président de l'association nationale Ouïr, initiatrice de cette rencontre en collaboration avec l'université de Tlemcen, Mohamed Benabdellah, l'implant cochléaire nécessite une précision et des techniques à pratiquer par des spécialistes.

Cette rencontre, qui a regroupé des psychologues, des sociologues et des orthophonistes d'Algérie, de Tunisie, de Libye et de Mauritanie, a permis de débattre de certains problèmes rencontrés par les parents d'enfants porteurs d'implants cochléaires, notamment ceux des pièces de rechange et de réglage de tels appareils les contraignant à se déplacer vers de grandes villes.

Les travaux qui se sont déroulés en ateliers ont traité de thèmes liés à l'implant cochléaire et des innovations médicales de traitement de la surdité

R. K.



Bouira

Important budget pour le développement du réseau d'électricité



Une enveloppe financière de 4000 millions DA a été consacrée pour le développement du réseau d'électricité dans la wilaya de Bouira durant la période allant de 2013 à 2016, selon les chiffres fournis dimanche par la Société de distribution du centre (SDC).

« **U**n montant de 4000 millions DA a été alloué pour le financement des opérations de développement du réseau électrique entre 2013 et 2016», a expliqué le directeur de la SDC, Khaled Nacer, lors d'une rencontre avec les gros clients de l'entreprise organisée à la bibliothèque principale de la ville.

Dans le rapport qu'il a présenté aux gros clients de la SDC, les sociétés industrielles, agricoles et les communes ainsi que les investisseurs notamment, M. Nacer a réaffirmé la détermination de l'entreprise

à poursuivre ses efforts d'investissement dont une grande partie est déjà en cours de réalisation.

«Parmi ces projets, il y'a entre autres des actions de modernisation du processus de télé-exploitation des réseaux, de restructuration de longs départs, la création de nouvelles structures d'accueil», a-t-il expliqué lors de cette rencontre.

«Cet événement se veut un espace d'écoute et d'échanges permettant de mieux identifier les attentes de cette frange de la clientèle de la Direction pour une meilleure prise en charge de leur aspirations et de leurs préoccupations en matière d'accès à l'énergie et en matière de continuité et de qualité de service», a souligné le même responsable.

M. Nacer a saisi cette occasion pour mettre l'accent sur l'intérêt tout particulier qu'accorde l'entreprise à ses gros clients de par le degré de leur participation croissante dans la génération du chiffre d'affaires de l'entreprise, puisque leur nombre est passé de 958 en 2013 à 1 106 fin 2016 pour l'électricité, soit une évolution de 15 % et de 126 à 173 pour la même période pour le gaz, soit une évolution de 40 %, a-t-il détaillé.

«L'intérêt que revêt cette clientèle est d'autant légitime au vu de son impact en terme de création de l'em-

ploi et des richesses en Algérie. Un intérêt qui s'inscrit en droite ligne avec les orientations données par les autorités publiques en matière d'encouragement et de facilitation des investissements dans l'optique de diversifier l'économie nationale», a ajouté le directeur de la SDC de Bouira.

Cette rencontre a permis aussi à la SDC de présenter la possibilité offerte à ses clients pour la réalisation de leur propre raccordement sous la supervision de l'entreprise de distribution ainsi que sur la panoplie de choix de tarification offerte aux gros clients et les avantages y afférents.

Dans son intervention, M. Nacer a insisté également sur l'utilité pour les opérateurs économiques d'opter pour la compensation de l'énergie réactive dans une optique d'efficacité énergétique et pour éviter les effets préjudiciables de cette énergie sur le client et sur le distributeur.

«Ce phénomène purement physique, accroît les chutes de tension dans les câbles, augmente les pertes et entraîne souvent des investissements supplémentaires, d'où l'intérêt de généraliser le dispositif de compensation», a expliqué l'orateur.

K. T.

Médéa

Le montant global des investissements s'élève à 222 milliards de DA

Le montant global des projets d'investissement agréés dans la wilaya de Médéa, depuis 2011, s'élève à 222 milliards DA, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya.

Ces derniers font état, dans ce contexte, de l'agrément de pas moins de 472 projets d'investissements appelés à générer, une fois concrétisés, pas moins de 46 mille postes d'emplois directs, précisant que ces nouvelles opportunités de travail vont contribuer à absorber une part importante de la main-d'œuvre locale, notamment parmi les diplômés universitaires.

Ces investissements couvrent les domaines de l'industrie et la transformation, qui représente plus de 50% des projets agréés, suivi du segment des matériaux de construction et l'industrie agroalimentaire, avec respectivement 24 et 20% des projets d'investissement, a-t-on expliqué.

Près de 600 hectares de foncier industriel, ventilés sur trois zones industrielles et douze zones d'activités, ont été cédés à des investisseurs nationaux pour la matérialisation de ces projets, a-t-on indiqué.

Bilal L.

Irrigation agricole à El Tarf

Une commission pour le suivi des répartitions des quotas

■ Une commission de wilaya regroupant les services de l'agriculture, de l'hydraulique et des membres de la chambre d'agriculture a été installée dans la wilaya d'El Tarf pour le suivi des répartitions des quotas réservés à l'irrigation des terres agricoles, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Cette commission a pour mission d'œuvrer pour faire face à la problématique de l'eau qui se pose avec acuité dans la wilaya d'El Tarf, où des mesures ont été prises «pour sauver l'actuelle campagne agricole», a précisé la même source, ajoutant qu'un quota de dix millions de mètres cubes (m³) d'eau provenant du barrage de Cheffia, destinés à l'irrigation a été retenu, à titre exceptionnel, par la tutelle afin de palier à ce problème.

Priorisant les cultures stratégiques telles que la tomate industrielle et l'arboriculture qui se pratiquent particulièrement à l'ouest de la wilaya, à l'instar des daïras de Besbes et Dréan, ce quota d'eau n'inclut, néanmoins, pas les cultures saisonnières, a-t-on encore détaillé.

Rappelant que cette situation est due à la faiblesse de la pluviométrie qui s'est répercutée sur le niveau des eaux des barrages, la même source a précisé que ladite commission se réunira tous les quinze jours pour «évaluer» cette situation, qualifiée de «préoccupante».

Une batterie d'autres mesures a été également prise dans le souci de rattraper le retard enregistré en matière d'irrigation, a-t-on indiqué, faisant état des opportunités offertes en matière de forages dans l'objectif de permettre aux agriculteurs d'irriguer leurs terres à partir de leurs propres forages.

Cette disposition vise, également, à mettre fin aux différentes formes d'irrigation illicite, le piquage, et les eaux polluées notamment «auxquelles recourent certains pour arroser leurs cultures».

Des actions de sensibilisation ciblant les agriculteurs sur l'importance de l'économie de l'eau ont été, par ailleurs, lancées par les services agricoles, a-t-on conclu de même source.

G. B.

Souk Ahras

Placement de 1.300 demandeurs d'emplois

■ 1.300 demandeurs d'emploi ont été recrutés, dans la wilaya de Souk Ahras, au cours des quatre derniers mois, dans le cadre de différents dispositifs gérés par l'agence de wilaya de l'emploi (AWEM), a-t-on appris dimanche auprès du directeur de cet organisme, Abderezzak Maazouz.

Pas moins de 1.006 placements ont été effectués dans le cadre du système classique ciblant des établissements économiques, 120 postes, au titre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et 194 autres ont concerné les contrats de travail aidé (CTA), a précisé le même responsable.

Les placements réalisés dans le cadre du CTA durant cette période ont connu une hausse sensible à la faveur des facilitations et avantages accordés par l'Etat aux employeurs notamment concernant la baisse des cotisations de la caisse nationale des assurances sociales (CNAS) et les incitations fiscales réservées à ce type de dispositif d'emploi, visant l'intégration des demandeurs d'emploi dans des établissements économiques et la promotion de l'emploi qui contribueront au développement local et la diminution du taux du chômage, a-t-il souligné.

Ces résultats ont été concrétisés grâce notamment aux visites effectuées sur terrain, par les services de l'Awem, dans les différentes entreprises économiques de la wilaya de Souk Ahras, celles activant dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture particulièrement pour actualiser les données et s'enquérir des besoins, en matière de main d'œuvre, selon la même source. Trois (3) ateliers de formation sur les méthodes de rédaction d'un curriculum vitae (CV) et les techniques de recherche d'un emploi et d'entretien professionnel, ont été organisés dans le cadre des conventions signées entre l'AWEM, la direction de la formation professionnelle et l'université Mohamed Cherif Messaâdia, a-t-il fait savoir.

Dans les détails, la même source a ajouté qu'au moins 969 jeunes entre étudiants et stagiaires de la formation professionnelle et demandeurs d'emploi sans qualification ont suivi des stages pratiques dans ces ateliers.

Les services de l'Awem prévoient, d'ici la fin du mois de décembre prochain le placement de 5.000 demandeurs d'emploi dans le cadre de différentes formules de placement, a-t-on noté.

Les mêmes services ont finalisé le l'assainissement du dossier DAIP, en collaboration de la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) et la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), en procédant à l'annulation de 150 placements dans le cadre du même dispositif, ajouté la même source.

K. M.

Syrie

Des combattants rebelles quittent Damas pour la première fois

Des rebelles ont, pour la première fois depuis 2011, accepté de quitter un quartier de Damas après avoir été soumis à des bombardements massifs, permettant au régime de raffermir son contrôle sur la capitale, enjeu majeur pour lui.



Par ailleurs, le régime syrien a clairement fait savoir son refus que l'ONU où des forces internationales surveillent l'application de l'accord russo-turco-iranien signé le 4 mai sur des «zones de désescalade».

«Des hommes armés et des membres de leurs familles ont commencé à quitter Barzé à bord de 40 bus en direction du nord de la Syrie, et cette opération se poursuivra pendant cinq jours», a affirmé la télévision d'Etat syrienne.

«Dans le même temps, la situation des personnes ayant choisi de rester sur place sera réglée», a-t-elle précisé.

Ce média gouvernemental ne précise pas le nombre de personnes qui devraient partir, mais selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh), entre 1 400 et 1 500 combattants et leurs familles devraient quitter la capitale pour Idleb, une province du nord-ouest tenue par les rebelles et des jihadistes.

L'accord sur l'évacuation de Barzé, un quartier qui comptait avant le début de la crise 48 000 habitants, a été conclu dimanche soir et des dizaines de personnes s'étaient rassemblées dès l'aube pour se préparer à partir.

Un photographe à Barzé a vu des

rebelles portant leurs armes légères, ainsi que des enfants et des femmes portant des foulards clairs poussant des valises et portant des sacs en toile.

Une source au sein de la milice pro-gouvernementale, les Forces de défense nationales (FDN) a affirmé à l'AFP que les rebelles seront autorisés à partir avec «leurs armes personnelles».

Des négociations sont également en cours pour l'évacuation de rebelles de Qaboun, un quartier du nord-est de la capitale, devenu depuis plusieurs mois un véritable champ de bataille.

La majorité de Damas est sous contrôle du régime à l'exception de six quartiers périphériques: Barzé, Qaboun, Jobar, Tadamoun, Tchrine et Yarmouk.

En février, le géographe français expert de la Syrie, Fabrice Balanche, avait affirmé que «la rébellion a définitivement perdu Damas».

«Les plus rationnels (parmi les rebelles) cherchent désormais à négocier avec le gouvernement syrien leur amnistie. Quant aux autres, ils n'ont d'autre espoir que d'être transférés vers Idleb», avait-il dit.

- L'ONU écartée -

Plusieurs opérations d'évacuations d'insurgés et de leurs familles ont déjà eu lieu dans plusieurs localités de la province de Damas, mais c'est la première fois qu'une telle opération est menée dans la capitale.

Les insurgés, qui ont perdu de vastes régions face au régime soutenu militairement par la Russie et l'Iran, se sont vus contraints de signer des accords d'évacuation de nombreux de leurs bastions.

Déclenché en mars 2011 par la répression de manifestations prodémocratie, le conflit en Syrie a fait plus de 320 000 morts et des millions de déplacés et de réfugiés, et s'est complexifié avec l'implication d'acteurs internationaux et de groupes jihadistes.

Le départ des rebelles survient quelques jours après l'entrée en vigueur de l'accord d'Astana, entre la Russie et l'Iran, alliés du régime de Bachar al-Assad, et la Turquie, soutien de la rébellion, qui prévoit la création de quatre «zones de désescalade» en Syrie.

A ce propos, le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem a affirmé que son pays «n'acceptait pas que les Nations unies ou des forces internationales aient un rôle de surveillance dans l'application du mémorandum».

Les «zones de désescalade» seront doublées de «zones de sécurité», avec postes de contrôle et centres de surveillance tenus conjointement par «les forces des pays garants» et possiblement «d'autres parties».

En plus de l'instauration d'une trêve durable, le mémorandum vise à améliorer la situation humanitaire et à créer les «conditions pour faire avancer le processus politique».

AFP

Yémen

Suspicion de centaines de cas de choléra

Réapparition probable du choléra au Yémen suite au recensement de centaines de cas suspects, ont indiqué dimanche des responsables et des Médecins sans frontières (MSF) à Sanaa.

MSF a «traité au moins 570 cas suspects de choléra au cours des trois dernières semaines» dans plusieurs régions du Yémen déchiré par deux années de guerre, a indiqué e représentant de MSF, Ghassan Abou Chaar, précisant que «les provinces d'Ibb (centre), Dhaleh (sud), Amrane, Hajja et Mahawit (nord)», sont concernées.

«On craint que la maladie se transforme en une épidémie. Après deux ans de guerre, le système de santé s'est effondré, plusieurs hôpitaux ont été détruits et les salaires des employés du ministère de la Santé n'ont pas été payés» depuis des mois, a-t-il dit.

La situation s'est détériorée davantage dans la capitale Sanaa où les éboueurs observent depuis quelques jours une grève pour réclamer leurs salaires impayés, provoquant une accumulation des ordures dans la ville, selon des habitants.

Un responsable du ministère de la Santé a indiqué que la maladie touchait 10 provinces du Yémen. Et le porte-parole du ministère, Abdelhakim al-Kahlani, a fait état à l'AFP d'au moins deux morts dans la province de Sanaa, trois dans celle d'Ibb et quatre dans celle de Hodeida (ouest). Le bureau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'a pu fournir de détails sur l'étendue de la maladie au Yémen où le choléra avait fait en octobre dernier au moins 16 morts selon un bilan des autorités à Sanaa.

Le Yémen est ravagé depuis plus de deux ans par une guerre qui oppose les forces loyales au président Abd Rabbo Mansour Hadi, soutenues par une coalition militaire arabe, à des rebelles chiites houthis alliés aux partisans de l'ancien président Ali Abdallah Saleh.

Les combats ont fait plus de 7 700 morts depuis mars 2015 et 19 millions de personnes, soit 60% de la population, vivent en situation d'insécurité alimentaire, selon l'ONU.

Le choléra entraîne une diarrhée sévère et une déshydratation parfois mortelle. Il est provoqué par l'absorption d'eau ou de produits alimentaires contaminés par la bactérie vibrio, présente dans les matières fécales.

H. N.

Afghanistan

34 terroristes tués dans une opération de l'armée

Trente-quatre terroristes ont été tués dans des bombardements lancés par l'armée afghane contre le groupe terroriste autoproclamé l'Etat islamique (EI/Daech) dans la province du Nangarhar, dans l'est de l'Afghanistan, au cours des dernières 24 h, a annoncé hier le ministère de l'Intérieur afghan dans un communiqué.

«Trente-quatre terroristes de l'EI ont été tués et leur machine de propagande, une station de radio, a été détruite dans une opération de l'armée contre des positions du groupe terroriste dans les districts de Naziyan et Achin au cours des dernières 24 h», précise la même source.

«Les Forces nationales afghanes de défense et de sécurité continueront à combattre les terroristes ailleurs dans le pays», ajoute-t-il.

Par ailleurs, le gouvernement afghan et l'armée américaine ont confirmé dimanche la mort du chef du groupe terroriste Etat islamique (Daech/EI) en Afghanistan, Abdul Hasib, lors d'une opération conjointe des forces américaines et locales dans l'est du pays fin avril.

«Plusieurs autres responsables de haut

rang» de l'organisation ont également été tués ainsi que 35 combattants, au cours de ce raid mené par des commandos afghans en partenariat avec les forces américaines, précise le quartier général des forces américaines en Afghanistan dans un communiqué.

Dans une déclaration distincte, la présidence afghane «confirme que Abdul Hasib, leader de l'EI-Khorasan (appellation de la branche locale de l'EI en Afghanistan, Ndlr) a été tué dans la province du Nangarhar», frontalière du Pakistan et fief de l'EI.

Le Pentagone avait annoncé le 29 avril, sans pouvoir la confirmer, la mort «probable» de Abdul Hasib lors d'une opération qui avait coûté la vie à deux Rangers américains, possiblement tués par des «tirs amis».

«Cette opération conjointe réussie constitue un nouveau pas important dans notre campagne résolue pour anéantir l'EI-K en 2017», souligne le patron des forces américaines à Kaboul, le général John Nicholson qui dispose de 8 400 hommes en Afghanistan sous bannière de l'Otan.

«C'est le second Emir de l'EI que nous

tuons en neuf mois avec des dizaines d'autres chefs et des centaines de leurs combattants. Depuis plus de deux ans, l'EI-Khorasan mène une campagne barbare d'assassinats, de tortures et de violences contre la population afghane, en particulier dans le sud du Nangarhar», ajoute le général Nicholson.

Le Pentagone s'est fixé pour objectif d'en finir avec l'EI en Afghanistan dans les prochains mois. Les forces américaines rappellent avoir lancé début mars une offensive anti-EI dans le Nangarhar afin d'en déloger les terroristes, «et d'envoyer un message clair à l'EI indiquant qu'il n'y aurait pas de sanctuaire pour ses combattants en Afghanistan». «A ce stade, la campagne a permis de libérer la moitié des districts sous contrôle de l'EI et à la population de rentrer chez elle» ainsi que de «capturer des centaines de combattants» terroristes.

L'armée américaine a notamment largué mi-avril la plus puissante bombe conventionnelle de son arsenal sur des positions sous-terraines de l'EI dans le district d'Achin au Nangarhar, qui aurait tué 96 terroristes.

G. I.



Mozambique

A Palma, le rêve gazier contrarié

Il y a sept ans, Palma se voyait déjà en capitale d'un nouveau "Qatar" africain, symbole de l'avenir radieux de l'économie du Mozambique. Mais le rêve gazier de ce village de pêcheurs tarde à se concrétiser, au point de prendre des allures de mirage.



En 2010, des ingénieurs ont découvert dans l'embouchure du fleuve Rovuma, le long de la côte nord du pays, des réserves estimées à 5.000 milliards de mètres cubes de gaz naturel, les plus riches découvertes sur la planète depuis longtemps.

Leur volume a fait saliver les géants du secteur, qui rêvaient déjà de hisser le Mozambique, l'un des pays les plus pauvres du continent africain, au rang de 3e producteur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL).

Une partie des habitants de Palma, une paisible localité de 3.000 âmes entre cocotiers et plages de sable blanc, se sont eux aussi pris à espérer un avenir meilleur.

"Grâce à ce projet, nous aurons du travail", se réjouit toujours Pedro Abudu Nchamo, le représentant des pêcheurs locaux. "Ici, il n'y a pas de travail (...) Avec le début du projet, je crois que beaucoup de nos jeunes obtiendront des emplois."

Sitôt le gisement découvert, Palma a été envahi par une nuée d'engins de chantiers qui ont profondément transformé son visage.

Le village est désormais raccordé au réseau électrique et desservi par une route goudronnée. Une agence bancaire y a ouvert ses portes, de même qu'un hôtel 4 étoiles et des res-

taurants, prêts à accueillir l'importante main-d'oeuvre étrangère attendue pour le coup d'envoi de l'exploitation.

Problème: le démarrage du projet n'en finit pas d'être reporté, victime de la chute des cours des hydrocarbures amorcée en 2014. Annoncée pour 2016, la date de début des exportations a reculé jusqu'à 2022 ou 2023. Au mieux.

- Dette cachée -

Ce retard a déjà coûté cher au pays. Anticipant sur les recettes gazières espérées, Maputo s'est lourdement endetté. Au mépris de sa Constitution, le gouvernement a secrètement emprunté 2 milliards de dollars pour renforcer sa défense côtière.

La révélation de ces "emprunts cachés" a provoqué une crise avec le Fonds monétaire international (FMI) et la plupart des bailleurs de fonds, qui ont suspendu leur aide budgétaire.

Cette affaire a aussi compliqué la position de la compagnie nationale d'hydrocarbures (ENH), impliquée financièrement dans les deux principaux projets d'exploitation du site. Elle détient 15% de celui de l'américain Anadarko et 10% de celui de l'italien ENI et doit donc mobiliser des milliards de dollars de financement.

Plus grave, cet endettement a provoqué une onde de choc qui a mis en péril la santé de toute

l'économie mozambicaine déjà mal en point.

Conséquence du recul des prix des matières premières, les investissements étrangers qui avaient dopé la croissance du pays jusqu'en 2014 (+7% par an pendant 20 ans) ont chuté. Cette année encore, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) ne devrait pas dépasser les 3%.

"C'est un véritable désastre", résume Peter Fabricius, analyste à l'Institut des études sur la sécurité (ISS) de Pretoria. "Il révèle de sérieuses manquements en matière de gouvernance et pose sérieusement la question de savoir si ces ressources sont une chance ou une malédiction."

Après un long processus de consultations mené par les autorités et les entreprises, plus de 500 familles de Palma sont prêtes à quitter leurs maisons, où sera construit le futur terminal gazier.

- "Des promesses" -

Mais les retards pris par le projet ont rendue ces familles un peu plus méfiantes. Certaines s'inquiètent déjà de ses conséquences sur l'environnement et leur activité économique.

"Ceux qui pêchaient ici ne pourront pas continuer. Avec tout ça, le poisson va disparaître", dit Pedro Abudu Nchamo, le représentant des pêcheurs.

D'autres commencent même à douter sérieusement qu'ils

pourront un jour tirer un quelconque bénéfice de cette manne.

"Ca fait longtemps qu'ils promettent", s'impatiente un des chefs du village, Amade Mussa. "Ils nous ont dit que nous aurions du travail dès que les entreprises arriveraient mais rien ne se passe et de plus en plus de gens se plaignent."

"Je suis venu ici pour trouver du travail", explique ainsi Abdul Rahman, un mécanicien de 27 ans de la province voisine de Nampula. "Mais jusque-là, je n'ai rien trouvé."

Les autorités mozambicaines continuent, elles, à promettre que le projet servira l'intérêt des populations et respectera la nature.

"Notre priorité est de sortir ces communautés de la pauvreté", assure le ministre de la Terre, Celso Correa, "et c'est l'un des plus beaux sites naturels au monde".

Une promesse qui ne rassure pas Borges Nhamire, du Centre d'intégrité publique (CIP), une ONG locale.

"Il va falloir beaucoup de temps pour que les Mozambicains voient sur leurs tables les bénéfices de l'extraction du gaz", note-t-il. "Car le gouvernement va d'abord devoir en utiliser les recettes pour rembourser ses dettes."

AFP

Tchad Nouvelle arrestation d'un activiste de la société civile

La société civile tchadienne a déploré samedi une nouvelle arrestation d'un de ses activistes, a indiqué à l'AFP la Convention tchadienne pour la défense des droits de l'homme (CTDDH).

La CTDDH "informe que son militant Maoude Decladore, par ailleurs porte-parole de la plateforme +Ca doit changer+, a été arrêté hier (ndr: vendredi) à Moundou (ndr: la deuxième ville du pays, dans le sud)", indique le communiqué de l'association.

"Cet activiste était activement recherché par l'Agence nationale de sécurité (ANS) et était contraint de s'exiler dans un pays voisin", affirme le CTDDH.

Les autorités n'avaient pas confirmé cette arrestation samedi soir.

"La police est très active pour traquer les militants de la société civile ces derniers temps", a déclaré le secrétaire général de la CTDDH Mahamat Nour Idedou, joint par téléphone par l'AFP.

Deux militants tchadiens arrêtés le mois dernier pour avoir contesté le régime du président Idriss Déby Itno ont été condamnés jeudi à six mois de prison avec sursis par un tribunal de N'Djamena.

Allié stratégique de la France dans la lutte contre les groupes jihadistes, le Tchad traverse une grave crise économique et sociale en raison de la chute des prix du pétrole. "Le Tchad est à l'arrêt, on redoute le pire", avait déclaré M. Decladore à l'AFP mi-novembre.

AFP

Afrique du Sud Les excuses de Ramaphosa sur le drame de Marikana

En Afrique du Sud, la course à la présidence de l'ANC ne s'ouvrira qu'en juin, avec le dépôt officiel des candidatures. Mais la campagne bat déjà son plein. Ce week-end, le vice-président Cyril Ramaphosa est revenu sur la tragédie de Marikana, dans laquelle beaucoup lui reprochent d'avoir joué un rôle alors qu'il était l'un des membres du Conseil d'administration de la compagnie minière Lonmin qui employait les mineurs grévistes. C'est un fait rare, qui montre bien que la campagne pour la présidence de l'ANC est bien entamée. Lors d'une séance de questions-réponses devant les étudiants de l'université de Rhodes, le vice-président Cyril Ramaphosa est revenu sur le massacre de Marikana, lors duquel 34 mineurs grévistes sont tombés sous les balles de la police en 2012.

A la veille du massacre, Cyril Ramaphosa avait envoyé un email à la police sud-africaine, dans lequel il écrivait que la grève était "un acte criminel qui devait être traité comme tel". Le vice-président a depuis été blanchi par une commission d'enquête, mais cette affaire pèse lourd sur sa réputation.

Devant les étudiants, il s'est excusé pour le langage employé, en assurant : "Je n'ai jamais voulu tuer ces mineurs". Il explique avoir été "horrifié" par la violence de la grève qui avait déjà fait 10 morts à l'époque et affirme qu'il aurait simplement souhaité "sauver des vies". Cyril Ramaphosa a également expliqué que Winnie Mandela lui avait conseillé de se rendre à nouveau dans la région de Marikana, ce qu'il prévoit de faire à ses côtés.

RFI

Soudan du Sud

Deux millions d'enfants ont fui à cause de la guerre

La guerre et la famine ont contraint plus de deux millions d'enfants du Soudan du Sud à fuir loin de chez eux, ce qui a créé la crise des réfugiés la plus préoccupante du monde depuis le génocide rwandais en 1994, ont annoncé lundi les Nations unies.

Deux ans après son indépendance en 2011, le pays est entré en guerre civile après le limogeage par le président Salva Kiir de

son vice-président Riek Machar en 2013.

"Aucune crise de réfugiés ne m'inquiète plus que celle au Soudan du Sud", a déclaré Valentin Tapsoba, responsable pour l'Afrique du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Dans ce pays de 12 millions d'habitants, près de trois enfants sur quatre ne sont pas scolarisés, indiquent le HCR et l'Unicef. Plus d'un million d'enfants ont

quitté le pays et un million sont déplacés à l'intérieur des frontières.

Plus d'un million d'enfants ont été tués dans les combats, indiquent les deux agences de l'Onu.

Les pays voisins qui accueillent les réfugiés, Ouganda, Kenya, Soudan ou Ethiopie, ont déjà du mal à nourrir leurs propres populations.

Reuters

Le monde réagit favorablement à la victoire d'Emmanuel Macron

Les responsables européens ont été parmi les premiers à réagir dimanche à l'élection du centriste Emmanuel Macron à la présidence française, saluant "une victoire" pour l'Europe, puis le président américain Donald Trump l'a félicité pour sa "large victoire".

Union européenne

Les Français ont fait le choix d'un «avenir européen», s'est félicité le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker.

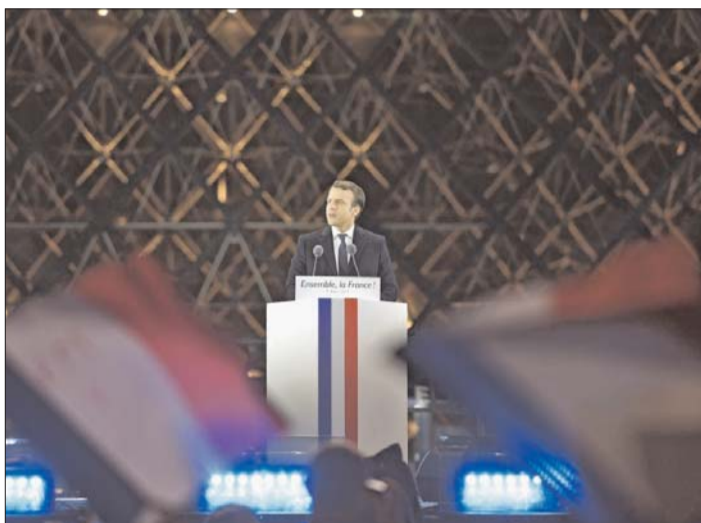
Le président du Conseil européen Donald Tusk a salué la décision des Français en faveur de «la Liberté, l'Égalité, la Fraternité».

«Nous comptons sur une France au cœur de l'Europe pour changer ensemble l'Union et la rapprocher des citoyens», a tweeté le président du Parlement européen Antonio Tajani en félicitant Emmanuel Macron.

Etats-Unis

«Félicitations à Emmanuel Macron pour sa large victoire aujourd'hui comme prochain président de la France», a écrit le président américain Donald Trump sur Twitter. «Je suis impatient de travailler avec lui!».

La Maison Blanche a salué formellement «Macron et le peuple français pour leur élection présidentielle victorieuse». «Nous avons hâte de travailler avec le nouveau président et de poursuivre notre étroite coopération avec le gouvernement français», a assuré le porte-parole de la Maison Blanche dans un communiqué. Hillary Clinton, adversaire de M. Trump à la présidentielle de 2016, a évoqué



sur Twitter une «victoire pour Macron, pour la France, l'UE et le monde». «Faites échouer ceux qui s'immiscent dans la démocratie (mais les médias disent que je ne peux pas en parler)», a-t-elle ajouté, dans une allusion aux critiques qui lui ont été faites après qu'elle a accusé la Russie de lui avoir volé l'élection. «Félicitations au peuple de France. Vous avez voté pour l'unité contre la division, l'espoir plutôt que la peur», s'est réjoui le révérend Jesse Jackson, célèbre militant américain des droits civiques.

Chine

Le président chinois Xi Jinping a félicité lundi Emmanuel Macron, assurant que Paris et Pékin partageaient «une responsabilité importante envers la paix et le développement dans le monde». «La Chine se tient prête à travailler avec la France afin de faire progresser le partenariat stratégique franco-chinois à un niveau supérieur», a déclaré M. Xi dans ce message rapporté par le ministère chinois des Affaires étrangères.

Allemagne

La victoire de M. Macron est «une victoire pour une Europe forte et unie et pour l'amitié franco-alle-

mande», a déclaré Steffen Seibert, le porte-parole de la chancelière Angela Merkel, qui s'est ensuite entretenue avec M. Macron.

Le chef de la diplomatie allemande Sigmar Gabriel a jugé que par ce vote la France restait «au cœur de l'Europe».

Grande-Bretagne

La Première ministre britannique Theresa May «félicite chaleureusement» Emmanuel Macron, a déclaré un porte-parole, et lui a parlé du Brexit. «La Première ministre a répété que le Royaume-Uni veut un partenariat fort avec une Union européenne sûre et prospère une fois que nous l'aurons quittée», a annoncé Downing Street.

Son chef de la diplomatie Boris Johnson a dit se «réjouir de poursuivre le grand partenariat entre nos deux nations».

En revanche, Nigel Farage, ancien leader du parti anti-UE Ukip et l'un des principaux acteurs de la victoire du oui au référendum sur le Brexit, a déploré le résultat de l'élection française. «Une énorme tromperie a été approuvée par vote. Macron sera la marionnette de Juncker», a écrit M. Farage sur Twitter.

Japon

La victoire d'Emmanuel Macron est «une victoire symbolique contre les tendances de repli sur soi et protectionnistes et montre un vote de confiance dans l'UE», a salué le Premier ministre japonais Shinzo Abe.

Russie

Le président de la commission d'information de la Chambre de la Fédération, Alexeï Pouchkov, a estimé que «la déception va s'installer très vite» chez les électeurs de M. Macron, qui hérite selon lui d'un «pays scindé, divisé».

Pays-Bas

Le député d'extrême droite Geert Wilders, allié de Marine Le Pen, lui a exprimé sa sympathie sur Twitter: «Bien joué quand même @MLP_officiel, des millions de patriotes ont voté pour vous! Vous gagnerez la prochaine fois, et moi aussi!»

Canada

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a félicité «Emmanuel Macron de son élection à la présidence de la République française» et s'est déclaré «impatience de travailler de près avec le président désigné Macron au cours des prochaines années» pour «mettre en oeuvre un agenda progressiste afin de promouvoir la sécurité internationale», renforcer la collaboration dans la science et la technologie et «créer de bons emplois pour la classe moyenne des deux côtés de l'Atlantique».

Ukraine

Le président ukrainien Petro Porochenko a félicité M. Macron via un message en français sur Twitter, jugeant sa victoire comme un «important crédit de confiance des Français à l'Europe unie». Il a dit compter sur «la collaboration ambitieuse de la France et l'intensification du format de Normandie», qui regroupe Paris, Berlin, Kiev et Moscou dans le but de régler le conflit ukrainien.

Grèce

La victoire de M. Macron est «une inspiration pour la France et l'Europe», a jugé le Premier ministre grec Alexis Tsipras. M. Macron est en faveur d'une restructuration de la dette grecque.

Italie

«Vive Macron Président. Une espérance s'élève sur l'Europe», a écrit le chef du gouvernement italien Paolo Gentiloni sur Twitter.

Espagne

«Coopérons en France et en Espagne pour une Europe stable, prospère et plus intégrée», a écrit le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy.

Belgique

Le Premier ministre belge Charles Michel a jugé qu'il s'agit avec l'élection de M. Macron d'un «rejet clair d'un projet de repli dangereux pour l'Europe qui triomphe ce soir». Dans un rare message, le Palais royal a adressé ses «félicitations» à Emmanuel Macron. «La majorité des Français s'est prononcée pour une #France dans l'Europe», a-t-il écrit sur Twitter.

Brésil

«Je félicite @EmmanuelMacron pour sa victoire lors de l'élection présidentielle française», a écrit sur Twitter le président brésilien Michel Temer.

Maroc

Le roi du Maroc Mohammed VI a félicité le nouveau président, jugeant que son élection «couronne» son parcours politique.

Tunisie

Dans un message de félicitations, le président tunisien Béji Caïd Essebsi a estimé que la victoire de M. Macron reflète «la fidélité de la France à ses valeurs traditionnelles de liberté, d'égalité et de fraternité».

AFP

Après la victoire de Macron

Enthousiasme mesuré sur les marchés en Asie

■ L'euro a réagi positivement lundi à la large victoire du jeune centriste pro-européen Emmanuel Macron en France, également saluée par la Bourse de Tokyo, mais les gains étaient dans l'ensemble modérés en Asie devant un résultat largement anticipé.

Tokyo a fini sur un bond notable de 2,31%, avec un indice Nikkei au plus haut depuis fin 2015, mais d'autres éléments que l'élection française sont entrés en ligne de compte (chiffres de l'emploi américain, effet de rattrapage après une série de jours fériés).

«Maintenant que cet événement clé qu'était l'élection française est passé, la place tokyoïte, qui a été à la traîne pour diverses raisons, dont des inquiétudes géopolitiques autour de la Corée du Nord, va probablement se redresser», a commenté Hiroaki Hiwata, de Toyo Securities, interrogé par l'AFP.

Du côté des autres marchés de la région, de Sydney à Hong Kong, la tendance était positive, sans enthousiasme excessif.

Même tonalité sur le front des devises: peu après l'annonce du verdict des urnes,

l'euro est brièvement monté à 1,1023 dollar, un niveau inédit depuis novembre, contre 1,0997 vendredi soir à New York. Vis-à-vis de la devise nippone, la monnaie unique grimpeait aussi, s'affichant à 124,59 yens, son cours le plus élevé en un an.

Mais la devise européenne est rapidement retombée sous la barre de 1,10 dollar et de 124 yens. Un tel dénouement «avait déjà été pris en compte par les marchés», très optimistes depuis le premier tour quant à un succès du candidat d'En Marche!, favori des investisseurs en raison de ses positions sur l'Europe et de ses orientations économiques, a souligné Yukio Ishizuki, de Daiwa Securities. «Il ne faut pas s'attendre à un feu d'artifice, la probabilité d'une victoire de M. Macron était de plus de 90%», a renchéri Manuel Oliveri, analyste chez Crédit Agricole, cité par l'agence Bloomberg News.

L'inconnue des législatives

Emmanuel Macron, 39 ans, a remporté le second tour de l'élection présidentielle avec

65,82% des suffrages exprimés, contre 34,18% pour son adversaire Marine Le Pen, selon les résultats quasi-définitifs.

Une issue qui dissipe les inquiétudes vis-à-vis d'un éventuel Frexit: c'est «une victoire symbolique contre les mouvements protectionnistes et de repli sur soi», a résumé le Premier ministre japonais Shinzo Abe.

Mme Le Pen s'était montrée très critique envers l'Union européenne et prônait de transformer l'euro «monnaie unique» en «monnaie commune» réservée aux transactions internationales, tandis qu'une devise nationale, le franc, serait réintroduite pour les échanges du quotidien.

Après l'Asie, «l'appétit du risque» devrait s'étendre aux marchés européens et américains, a estimé M. Hiwata. La Bourse de Paris, qui s'est envolée de plus de 7% depuis le premier tour de la présidentielle, est donc bien partie pour continuer sur sa lancée. Idem pour ses homologues européennes.

Si les marchés poussent «un soupir collectif de soulagement», cette réaction positive

sera probablement de courte durée, a tempéré Phil Borkin, économiste de la banque australienne ANZ. «La grande question est: dans quelle mesure Macron va-t-il obtenir une majorité aux législatives du mois prochain?», a-t-il ajouté.

Le scénario d'une accession au pouvoir de Marine Le Pen étant écarté, l'euro pourrait toutefois profiter d'un changement de cap de la Banque centrale européenne (BCE), selon Ray Attrill, responsable des changes au sein de la National Australia Bank (NAB). «Nous pensons que l'euro peut monter dans les semaines et mois à venir, en anticipant le fait que la BCE va se montrer plus confiante face au recul des risques dans la zone euro», a-t-il dit dans une note.

«La diminution de l'incertitude politique en Europe va être un thème central maintenant», confirme Elias Haddad, de la Commonwealth Bank of Australia. «La BCE va peut-être être amenée à commencer à infléchir sa politique» très interventionniste.

AFP

Marine Le Pen se pose en première opposante du président élu



Marine Le Pen a affirmé dimanche que son parti était devenu en France "la première force d'opposition" lors de l'élection présidentielle, se targuant d'un résultat "historique" après ce scrutin remporté par le centriste Emmanuel Macron.

A peine les premières estimations des résultats annoncées - environ 65 % pour Emmanuel Macron, 35% pour l'extrême droite, selon des estimations -, la patronne du parti Front National (FN) a annoncé qu'elle «sera à la tête du combat pour les législatives» des 11 et 18 juin.

«Le premier tour a entériné une décomposition majeure de la vie politique française, par l'élimination des partis anciens. Ce second tour organise une recombinaison politique de grande ampleur autour du clivage entre les patriotes et les mondialistes», a-t-elle dit, adoptant un visage neutre et un ton assuré.

Au même instant, son bras droit, Florian Philippot, grand architecte de la stratégie de «dédiabolisation» du parti et de la conquête du vote ouvrier,

annonçait une «transformation profonde» du FN qui veut devenir une «nouvelle force politique», avec un autre nom.

La nièce de la candidate, Marion Maréchal-Le Pen a elle évoqué «une part de déception» et appelé à une «réflexion» sur la stratégie du parti.

Quinze ans après l'échec de son père, Jean-Marie, Marine Le Pen, 48 ans, s'était présentée pendant toute la campagne comme la «candidate du peuple» contre la «mondialisation» et les élites, forte de la vague populiste qui a conduit les Britanniques à voter pour le Brexit et les Américains à élire Donald Trump.

Dans l'espoir de convaincre les nombreux indécis, elle avait durci son discours sur l'immigration à la veille du premier tour le 23 avril et multiplié les attaques contre son rival. Leur duel télévisé il y a quelques jours, d'une brutalité inédite, a marqué l'apogée de ses attaques. Sa prestation n'a pas convaincu et a été suivie d'une baisse la concernant dans les sondages.

Son score inédit au scrutin présidentiel témoigne de la poussée nationaliste en Europe. Ses partisans estiment qu'il montre qu'elle est en partie parvenue à faire du FN, hostile à l'UE et à l'immigration, un parti «comme les autres».

Cette avocate de formation s'efforce depuis plusieurs années de normaliser sa formation politique créée en 1972, afin de lisser une image longtemps sulfureuse entretenue par les saillies antisémites et xénophobes de son père.

Depuis son accession à la tête du

FN en 2011, à la suite de son père avec lequel elle est désormais brouillée, Mme Le Pen a écarté les cadres les plus marqués: militants antisémites, nostalgiques de l'Algérie française - voire de la collaboration avec l'Allemagne nazie - ou catholiques intégristes. Cette stratégie a payé, le Front National progressant constamment à chaque élection. Pour conquérir l'Élysée, celle qui se décrit comme une «femme de caractère parfois abrupt», s'était aussi efforcée d'adoucir sa propre image, à coups d'anecdotes personnelles, d'affiches sur «La France apaisée» ou de photos avec ses chats.

Mais elle a conservé un discours musclé sur l'immigration, la sécurité, la souveraineté de la France, l'Europe. Ces thèmes ont trouvé un écho chez de nombreux Français confrontés au chômage et à la peur du déclassement, notamment dans les zones rurales et les périphéries urbaines. Dans ses réunions publiques, ses paroles, écoutées par des partisans de tous âges et de tous milieux sociaux, sont traditionnellement ponctuées par un slogan scandé à gorge déployée: «On est chez nous!». Un «cri de xénophobie», selon ses détracteurs. «Un cri d'amour» pour la France, rétorque-t-elle.

Soupçonnée d'avoir fait bénéficier des collaborateurs d'emplois fictifs au Parlement européen, elle a refusé lors de la campagne électorale de répondre à une convocation des juges, dénonçant une «cabale politique». La justice française a demandé au Parlement européen de lever son immunité.

R. I.

Mélenchon appelle à se rassembler contre Macron

Le chef de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon a lancé dimanche un appel à ses 7 millions d'électeurs du premier tour à se «fédérer» pour les élections législatives de juin afin de s'opposer à Emmanuel Macron, «nouveau monarque présidentiel».

Le candidat malheureux du mouvement «La France insoumise», arrivé avec 19,58% des suffrages quatrième au premier tour du 23 avril, a pris «acte sans barguigner» de la victoire de M. Macron, après avoir refusé de donner d'autre consigne de vote que d'éliminer Mme Le Pen au second tour.

Mais sans laisser une minute de répit au nouvel élu, il l'a immédiatement tancé lors d'une allocution: «Puisse le sens du

destin de notre patrie vous habiter, Monsieur le président, et la pensée des démunis sans droit, sans toit, sans emploi, vous obséder».

«Le programme du nouveau monarque présidentiel est connu: c'est la guerre contre les acquis sociaux du pays et l'irresponsabilité écologique», a tranché celui qui avait traité M. Macron pendant toute la campagne de «premier communiste» ou de «candidat de l'extrême-marché».

Sur les plateaux télévisés, ses lieutenants se sont employés à dénier toute légitimité au nouveau chef de l'Etat, arrivé très largement en tête devant la candidate d'extrême droite. «Nous avons un président qui est faible», a estimé

Raquel Garrido, une porte-parole de La France insoumise, soulignant qu'il y avait «beaucoup de votes par défaut».

«L'abstention explose. Les bulletins blancs et nuls n'ont jamais été aussi nombreux. Ce pouvoir est fragile», a tweeté de son côté Charlotte Girard, co-responsable du programme de M. Mélenchon. Avec eux, Jean-Luc Mélenchon s'est immédiatement projeté dans la bataille des législatives, espérant que les électeurs refuseront les 11 et 18 juin d'offrir une majorité parlementaire à M. Macron. Il s'agit, avait prévenu l'ancien candidat dès vendredi, de «refuser de donner les pleins pouvoirs au gouvernement Macron».

T. L.

Réactions de la presse française et étrangère

■ L'élection du centriste pro-européen Emmanuel Macron à la présidentielle française face à son adversaire d'extrême droite Marine Le Pen, constitue une victoire contre le populisme et un soulagement pour l'Europe, mais tout reste à faire pour le plus jeune chef de l'Etat français, selon la presse française et étrangère.

Europe

- **FRANCE:** Le quotidien Le Monde voit plusieurs «raisons de relativiser ce succès»: «une grande partie des Français n'a pas voté «pour» un candidat mais «contre» l'extrême droite», ainsi que le niveau record d'abstentions et de vote blancs et nul. Emmanuel Macron sera «le président dont la légitimité sortie des urnes sera, probablement, la plus rapidement remise en cause».

Pour le quotidien de gauche Libération, il s'agit d'une «victoire sous pression», car «la forte abstention, malgré la menace FN, est déjà le signe d'une insatisfaction vis-à-vis du nouveau président». Le quotidien de droite Le Figaro voit «une élection en demi-teinte», avec la plus forte abstention depuis 1969 et une dispersion de l'électorat en quatre blocs. Le journal anticipe des législatives difficiles pour le nouveau président «d'ores-et-déjà privé d'un état de grâce».

Le quotidien économique libéral Les Echos salue lui «le choix de l'espoir» avec un «nouveau visage de la France, jeune, audacieuse, conquérante». Pour le quotidien communiste L'Humanité, «un nouveau combat commence» afin de «contester les politiques libérales annoncées par le nouveau chef de l'Etat».

- **ESPAGNE:** «La France a choisi Macron et contient le populisme», écrit le journal El País. «Et la France a dit non. La victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle, un pro-Européen et un ex-banquier libéral, a contenu la vague du mécontentement populiste qui a triomphé en novembre à l'élection présidentielle américaine et avant le référendum britannique». «Après le Brexit et Trump, il n'y aura pas Le Pen».

- **ALLEMAGNE:** Pour le quotidien allemand conservateur Frankfurter Allgemeine Zeitung, «l'Europe évite le cauchemar. L'impensable a été évité: la France ne va pas être dirigée par une femme d'extrême droite. La victoire nette d'Emmanuel Macron donne de la confiance, mais l'Europe ne doit pas se faire d'illusions pour autant».

- Le quotidien de gauche Tageszeitung écrit aussi que «la nette victoire d'Emmanuel Macron est un énorme soulagement pour la France».

- **SUISSE:** «Un homme neuf» pour le journal Le Temps: «Emmanuel Macron a réussi son pari insensé. Au-delà du niveau de l'abstention, de la radicalisation des extrêmes à droite comme à gauche et du délitement des partis traditionnels, l'enseignement principal de ce 7 mai est que la France s'est choisie un homme neuf pour entamer sa transformation».

- **GRANDE-BRETAGNE:** «Bonne chance M. Macron, vous allez en avoir besoin», écrit The Guardian qui s'inquiète du niveau record de l'extrême-droite; «Tout autre résultat aurait été une catastrophe européenne et pour une fois, heureusement, les sondages avaient raison».

- **RUSSIE:** Le quotidien Vedomosti estime que les Français ont fait le choix du «candidat qui représente les principes essentiels de la Ve République: le gouvernement par une élite qualifiée et l'engagement dans l'intégration européenne».

Le journal en ligne Gazeta.ru souligne que le nouveau président «devra répondre à la demande de changement, ne luttant pas tant contre un programme conservateur que contre les attentes négatives et le risque de déjà vu».

- **Etats-Unis:** Le New York Times voit dans la victoire de M. Macron un «grand soulagement pour l'Europe». Mais il averti que le président élu est confronté à «des défis considérables. Il prend la tête d'une nation profondément divisée, tout comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres grandes démocraties». Le score de Mme Le Pen au second tour prouve pour le quotidien l'importance «du désespoir de ceux qu'elle appelle les oubliés (en français dans le texte)».

Selon le Washington Post, «la France a ignoré les sirènes du populisme de droite qui ont enchantées les électeurs aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne». Ce résultat est «un nouveau signe que la progression du président Trump n'est pas précurseur d'une nouvelle forme inconnue de nationalisme. Pour l'instant le centre résiste, le pluralisme résiste, et l'extrême droite est encore sous contrôle». Pour la chaîne de télévision Fox News, en revanche, «la France a pris la solution la plus facile et a voté pour la même chose».

- **AUSTRALIE:** Pour The Sydney Morning Herald, «La France vote pour l'optimisme». Le journal souligne aussi le «soulagement pour l'Europe».

AFP

Canada

Les inondations s'aggravent dans la moitié est du pays

Avec une aggravation des inondations dans la moitié est du Canada, les évacuations se sont poursuivies dimanche soir dans plusieurs localités entre Ottawa, la capitale fédérale, et l'île de Montréal.

Plus d'un millier de personnes ont déjà été évacuées au Québec, dont une grande majorité à Gatineau, près de la capitale fédérale Ottawa, a indiqué la cellule d'urgence du ministère provincial.

Plus de 2.000 résidences sont inondées et les autorités pressent les habitants à évacuer. Sur les 140 localités sinistrées le long des fleuves et rivières, 9 ont déclaré l'état d'urgence, et notamment à Montréal où un arrêté a été pris pour deux jours.

«Les 48 prochaines heures vont être déterminantes» avec la montée du niveau des eaux d'une vingtaine de centimètres, a déclaré le maire de l'agglomération québécoise Denis Coderre, prêt à reconduire de cinq jours l'arrêté d'état d'urgence si nécessaire.

Mis à part Montréal, l'état d'urgence a également été décrété dans huit localités.

Le pire est encore à venir, avait averti dès samedi le Premier ministre du Québec, Philippe Couillard, en soulignant que le niveau des eaux continuerait de



monter pendant deux ou trois jours.

Quelque 1.200 militaires sont déployés pour aider les services de secours, contribuant «au renforcement préventif des digues (...) et des infrastructures essentielles comme les stations de traitement de l'eau et les ponts», a indiqué le ministère de la Défense.

Le Premier ministre Justin Trudeau s'est rendu dimanche à Terrasse-Vaudreuil, à 40 km à l'ouest de l'île de Montréal, «afin de constater de près les dommages causés par les inondations», a indiqué une porte-parole.

Administrations et écoles fermées

Pour les sinistrés, c'est un

la nuit de samedi à dimanche.

«J'ai pas vu cela depuis 1974 quand l'environnement n'était pas le même car il n'y avait pas autant de maisons», a-t-il indiqué.

Depuis les rives du lac Ontario (centre) et Toronto jusqu'à plus de 500 km en aval du fleuve Saint-Laurent, le niveau des eaux devrait continuer à monter, avec un pic prévu lundi ou mardi au Québec, selon le ministère de la Sécurité civile.

La situation est particulièrement critique à Gatineau, ville située au Québec, de l'autre côté de la rivière des Outaouais près d'Ottawa. Le débit de ce fleuve était d'environ 9.000 m³ par seconde, soit pratiquement deux fois le débit habituel pour le printemps.

Les bâtiments abritant les administrations fédérales à Gatineau resteront fermés lundi, de même que de nombreuses écoles et l'université locale.

Avec la fermeture de l'autoroute 50 et du principal pont permettant de rejoindre la capitale fédérale, les Gatinois sont invités à ne pas aller travailler à Ottawa, a indiqué le maire de la ville, Maxime Pedneaud-Jobin.

Des patients évacués

A Rigaud, à 50 km en amont de Montréal, le maire Hans Gruenwald a annoncé un arrêté ordonnant l'évacuation obligatoire

d'une centaine de maisons. Depuis maintenant près de trois semaines sous les eaux, «les gens n'ont plus la capacité physique ni la capacité morale et j'ai pris l'initiative de les évacuer», a-t-il dit sur la chaîne LCN.

Sur l'île de Montréal, des centres de santé ont été inondés et un pavillon de l'hôpital psychiatrique du Sacré Coeur a dû évacuer une petite centaine de patients.

Grâce à l'état d'urgence, les services de sécurité peuvent ordonner l'évacuation des habitants des zones inondées et sous la menace d'une montée soudaine des eaux, a expliqué le maire de Montréal.

Des dizaines de centres d'accueil, souvent dans des gymnases, ont été ouverts pour héberger les sinistrés.

Pour le Nouveau-Brunswick, les inquiétudes restent mesurées. «En dépit des précipitations des dernières 24 heures, qui ont dépassé les 100 millimètres dans certaines régions de la province, on ne signale que des inondations mineures sans impact majeur», a indiqué dimanche l'Organisation des mesures d'urgence du Nouveau-Brunswick.

Les intempéries ont également touché la côte pacifique et deux hommes sont portés disparus en Colombie-Britannique.

AFP

Déménagement

50.000 personnes évacuées en Allemagne

La police allemande a évacué dimanche 50.000 personnes de la ville de Hanovre afin de neutraliser des bombes britanniques datant de la Deuxième guerre mondiale, une des plus grandes opérations de ce type depuis 1945.

Les habitants d'un quartier très densément peuplé de cette ville du nord de l'Allemagne, qui compte une population totale de 500.000 personnes environ, ont été priés de sortir de chez eux dans le cadre de cette évacuation annoncée de longue date.

Les démineurs ont commencé ensuite dans l'après-midi à déterrer des obus et bombes ensevelis n'ayant pas explosé durant la guerre pour les neutraliser. Sur les cinq engins que les autorités pensaient avoir repérés dans la zone, deux se sont révélés n'être que des tas de ferraille, ont indiqué les services de secours

locaux.

Les trois restant sont des bombes britanniques, deux de 250 kilos chacune et la dernière de 500 kilos. Deux des engins ont pu être neutralisés manuellement. Pour le dernier, un appareil spécial doit être acheminé sur place pour le faire, selon les secours. L'opération pourrait durer jusque dans la soirée.

Pour occuper les habitants du quartier dans l'intervalle, des activités sportives, culturelles et ludiques ont été programmées par la municipalité.

Des musées et cinémas ont ouvert leurs portes gratuitement aux personnes concernées.

Des abris provisoires comprenant des lits avaient aussi été mis en place pour les habitants, avec distribution de soupe au goulasch, mais ils n'ont été que peu fréquentés, les gens préférant profiter de la journée ensoleillée pour

des loisirs, ont rapporté les médias allemands.

Des associations liées aux églises locales ont de leur côté participé à la distribution de nourriture et de boissons.

Des cliniques et maisons de retraite ont dû être évacuées également. Une partie du trafic ferroviaire dans la ville a été détournée.

Les bombes avaient été identifiées à l'aide de prises de vue aériennes sur un site où un chantier est prochainement prévu.

Des déminages de bombes de la Deuxième guerre mondiale sont réalisés régulièrement en Allemagne.

Mais une seule opération a entraîné une évacuation de population encore plus grande: à Augsburg, en Bavière, dans le sud du pays, 54.000 personnes avaient dû quitter leur logement en décembre de l'année dernière.

AFP

Corée du Nord

Une université confirme l'arrestation d'un Américain

Une université nord-coréenne a confirmé lundi l'arrestation d'un intervenant américain, interpellation qui porte à quatre le nombre d'Américains détenus en Corée du Nord dans un contexte de fortes tensions dues aux ambitions nucléaires nord-coréenne. Kim Hak Song a été arrêté samedi en raison «d'actes hostiles», avait annoncé dimanche l'agence officielle nord-coréenne, ajoutant qu'il travaillait pour l'Université des Sciences et de la Technologie de Pyongyang (USTP). L'université USTP, fondée par des évangélistes chrétiens étrangers, a ouvert ses portes en 2010 et compte un certain nombre d'enseignants américains. Ses élèves sont généralement les enfants de l'élite. L'USTP a confirmé cette arrestation, précisant que M. Kim avait été interpellé alors qu'il s'appropriait à quitter le pays où il a séjourné plusieurs semaines. «Pendant sa visite, M. Kim se trouvait à l'USTP pour mener des travaux de développement agricole sur la ferme expérimentale de l'USTP», a dit l'établissement dans un communiqué. Son arrestation «n'a aucun lien avec son travail avec l'USTP», ajoute le texte, sans en préciser le motif. Voici deux semaines, la Corée du Nord avait arrêté un autre enseignant américain, Tony Kim, professeur de comptabilité qui travaillait également à l'USTP. Ces deux arrestations successives surviennent à un moment de fortes tensions entre Pyongyang et Washington dues aux programmes nucléaire et balistique nord-coréens. Depuis début 2016, le Nord a mené deux essais nucléaires et de multiples tests de missiles dans sa quête pour développer un engin qui serait capable de porter le feu nucléaire sur le continent américain. Washington a déclaré que l'option militaire était sur la table mais depuis, le président Donald Trump a adouci le ton, déclarant qu'il serait «honoré» de rencontrer le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un. Deux autres Américains sont détenus en Corée du Nord: Otto Warmbier, un étudiant condamné l'an dernier à 15 ans de travaux forcés pour avoir volé du matériel de propagande, et Kim Dong-Chul, un pasteur américano-coréen, emprisonné pour espionnage. La Corée du Nord a libéré par le passé des détenus américains après des visites de personnalités, comme par exemple l'ancien président Bill Clinton.

AFP

Chine

18 mineurs tués par une fuite de gaz

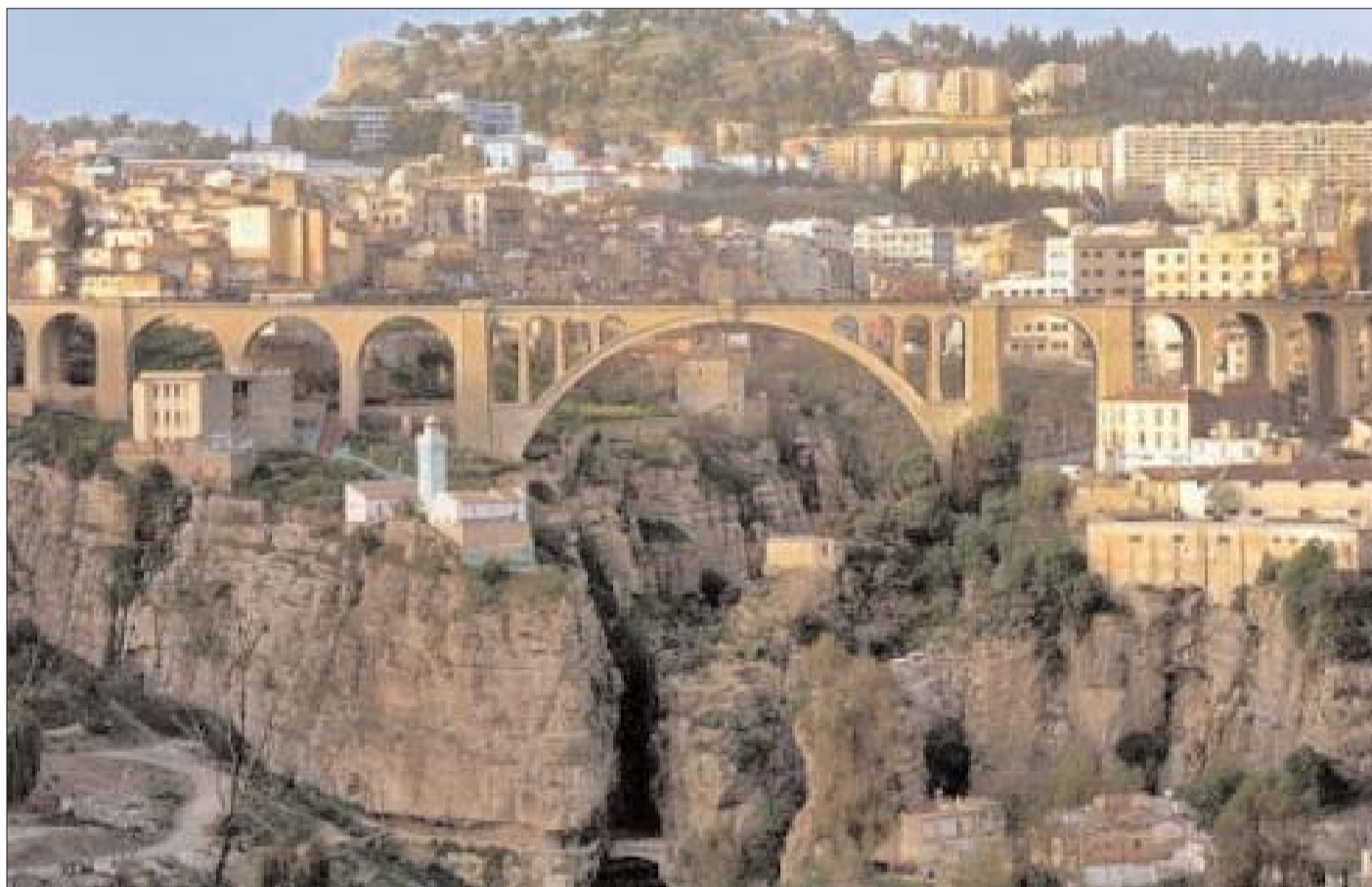
Dix-huit mineurs ont perdu la vie à la suite d'une fuite de gaz dans une mine de charbon du centre de la Chine, a rapporté lundi l'agence Chine nouvelle. Trente-sept autres mineurs ont pu être secourus et hospitalisés après l'accident qui s'est produit dimanche à la mine de Jilingqiao, dans la localité de Huangfengqiao (province du Hunan). Un nombre indéterminé de personnes ont été interpellées pour les besoins de l'enquête. Les enquêteurs analysent les gaz à l'origine du drame, a précisé l'agence de presse officielle. La Chine, premier producteur mondial de charbon, est fréquemment le théâtre d'accidents de mine meurtriers. En mars, 17 mineurs ont trouvé la mort lorsque le monte-charge dans lequel ils se trouvaient s'est décroché dans une mine du nord-est du pays. En décembre, deux explosions séparées dans des mines de Mongolie intérieure (nord) et du Heilongjiang (nord-est) ont tué au total 59 personnes.

R. N.

Lors d'un carnaval à Constantine

Célébration de la distillation de fleurs d'orangers et de roses

Les festivités de la fête annuelle de la distillation de fleurs d'orangers et de roses de Constantine ont débuté, dimanche, par un carnaval empreint de senteurs d'authenticité, a-t-on constaté.



Le stade du chahid Abdelmalek Ramdane a été le point de départ de ce carnaval auquel ont participé des troupes folkloriques, des musiciens, des clowns, ainsi que des marionnettes géantes, à leur tête les scouts musulmans algériens (SMA).

Ces troupes ont présenté différents extraits musicaux rythmés par El hadoua constantinois et des spectacles de clowns émerveillant les citoyens qui ont immortalisé ces moments par des photographies et des vidéos.

Cette procession, qui a transité par l'avenue Abane Ramdane en direction du Palais de la culture, Mohamed Laïd Al Khalifa, était suivie par

des femmes vêtues de la traditionnelle m'laya constantinoise, caractéristique de la femme dans la région de l'est du pays et symbole de féminité et de pudeur.

En sus de cela, le cortège a été marqué par le passage de véhicules des années 1950 et 1960 ainsi qu'une calèche de mariée constantinoise, ornée de bouquets de roses. Le spectacle inaugural de cette fête annuelle organisée par la direction de la culture en collaboration avec l'association locale El Baha, qui s'étendra jusqu'au 18 mai en cours, sous le slogan «La résistance du Rocher par les senteurs de fleurs» a vu l'inauguration de plusieurs expositions et ateliers dédiés à la distillation des fleurs

d'orangers et de roses, comprenant des ustensiles consacrés à la distillation, des fioles remplies d'eau de fleurs d'orange et des échantillons de plusieurs plantes aromatiques.

Un film documentaire relatif à l'art de la distillation a également été projeté dans la grande salle de spectacles du Palais de la culture, mettant l'accent sur une tradition constantinoise ancestrale que beaucoup de familles de cette ville perpétuent, après en avoir hérité de génération en génération.

L'artiste Djamel Bey a pris le relais et a réjoui le public avec sa belle voix, entonnant des extraits de chansons de malouf.

Durant près de deux semaines, les habitants de la

ville des Ponts auront rendez-vous avec de nombreux spectacles de chants variés et des rencontres conviviales animées par des familles constantinoises portant sur les dimensions patrimoniales et économiques de la tradition de la distillation, en sus de conférences ayant trait aux «Territoires et patrimoine culturel : le cas de Constantine» et la projection du film *Mouni*.

A noter que la distillation des fleurs d'orangers et de roses figure parmi les plus importants métiers et rites luttant contre l'oubli à Constantine et qui revient avec l'avènement de chaque printemps pour retracer l'authenticité de la région en cette saison. **R. C.**

Festival international du film documentaire à Agadir

Participation de deux documentaires algériens

Les films-documentaire *Atlal* de Djamel Kerker et *Nwelli* de Amine Kabbes prennent part au 9^e Festival international du film documentaire à Agadir (Fidadoc), prévu du 8 au 13 mai sous le thème «L'Afrique au coeur», annoncent les organisateurs.

Atlal entre en compétition dans la section longs métrages aux côtés de neuf autres documentaires représentant, outre l'Algérie, la Palestine, la Norvège, la France, la Belgique, le Burkina Faso, l'Allemagne, la Turquie, le Mali, le Chili, la Hollande, la Suède, le Qatar, l'Iran et le Maroc.

Docu-fiction de 111 minutes produit en 2016, *Atlal*, Prix du meilleur documentaire au 14^e Festival Ciné africain de Tanger (Fcat), revient sur les événements de la décennie 1990, restitués grâce au souvenir

de cet épisode tragique de l'histoire récente de l'Algérie.

Dans la catégorie Panorama Afrique, *Nwelli* (je reviendrai), de Amine Kabbès, concourra parmi six autres courts métrages de France, de Tunisie, du Sénégal ou encore du Maroc.

Produit en 2016, *Nwelli*, raconte en 18 minutes l'histoire d'un jeune rappeur algérois faisant partie d'un groupe célèbre qui tente de renouer avec la scène après un grave accident dans lequel son ouïe fut sérieusement affectée.

Aidé dans son combat par l'Association SOS Bab El Oued, le jeune rappeur est suivi par la caméra pendant sa rééducation et dans la préparation artistique de son retour.

Le film *Tigmi n Igren* (La maison dans les champs-2017) de la Marocaine Tala

Hadid est programmé à l'ouverture du festival, alors que la clôture verra par la projection du film *Istiyad ashbah* (Chasse aux fantômes) du réalisateur palestinien Raed Andoni.

Le festival rendra hommage au cinéaste et ethnographe français, Jean Rouch (1917-2004) - dont l'oeuvre est attachée au continent africain - à travers la projection de sept de ses films, à l'occasion du centenaire de sa naissance.

Organisé par l'Association de culture et d'éducation par l'audiovisuel (Acea), le Festival international du film documentaire à Agadir (Fidadoc), première manifestation cinématographique marocaine dédiée aux documentaires de création, vise à renforcer les échanges entre les cinéastes des pays africains et sud-méditerranéens, notamment. **N. T.**

Festival de ciné africain de Tanger

Deux œuvres algériennes primées à Tanger

Les cinéastes algériens Djamel Kerker et Damien Ounouri ont reçu respectivement le "Prix du meilleur documentaire" et la "mention spéciale du jury" du 14^e Festival de ciné africain de Tanger (Fcat), annoncent les organisateurs sur leur site Internet.

Djamel Kerker s'est vu attribuer le Prix du meilleur documentaire pour son film "Atlal", alors que le Franco-algérien Damien Ounouri avait reçu une mention spéciale du jury de la catégorie court métrage pour "Kindil El Bahr".

Dans la catégorie long métrage de fiction, le grand prix du festival est revenu au réalisateur sénégalais Alain Gomis pour son film "Félicité".

Sorti en 2016, le documentaire "Atlal" revient sur la violence terroriste qu'a connue l'Algérie dans les années 1990, restituant ainsi une partie de l'histoire contemporaine du pays.

Le court métrage "Kindil el bahr" (2016), basé sur un scénario coécrit par le réalisateur et la comédienne algérienne Adila Bendimred, évoque la condition de la femme à travers l'histoire de Nafissa, battue à mort par un groupe d'hommes sur une plage.

Le film a récemment été distingué du prix du meilleur réalisateur et celui du public au 6^e Festival du film africain de Louxor (Egypte) ainsi que du prix du meilleur court métrage au 22^e Festival Regards sur le cinéma du monde à Paris.

Le Fcat est un festival indépendant fondé par des organisations non gouvernementales qui vise à promouvoir et vulgariser le cinéma africain auprès du public hispanophone pour une meilleure compréhension entre les peuples.

Le festival œuvre également pour offrir un cadre favorable aux échanges entre professionnels du cinéma et pour faciliter la distribution du cinéma africain.

H. B.

Institut italien de conservation et de restauration du patrimoine

Le ministre de la Culture reçoit la directrice

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a reçu, dimanche, à Alger la directrice de l'Institut supérieur italien pour la conservation et la restauration du patrimoine, Gisella Capponi, en visite en Algérie, indique un communiqué du ministère. Les thèmes de la «Formation et des échanges d'expériences» dans les domaines de la protection et la restauration du patrimoine et l'archéologie préventive ont été au coeur de cette rencontre. Selon le communiqué, Gisella Capponi a effectué une visite au niveau des sites archéologiques romains dans le but d'établir un partenariat avec l'Ecole nationale de conservation et de restauration des biens culturels.

Lors de cette rencontre, le ministre de la Culture a proposé l'organisation d'une journée d'étude en Algérie sur «l'exploration, la recherche et l'archéologie préventive» ainsi que des «échanges entre les étudiants» en archéologie, ajoute le communiqué.

Lors de cette visite, Gisella Capponi, devrait également rencontrer des experts et universitaires algériens dans le domaine du patrimoine. **G. K.**

PAROLES DE FEMMES

" Une femme qui atteint la sérénité est une femme qui a abandonné le combat. "

Anne Sylvestre



FEMMES

ILS ONT DIT :

" Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. "

Bertolt Brech

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan



Angelina Jolie prête à pardonner à Brad Pitt ses erreurs passées et à lui donner une deuxième chance ?

Le long entretien que Brad Pitt a accordé à la version américaine du magazine GQ aurait semble-t-il ému Angelina Jolie, au point que l'actrice sera prête à lui pardonner ses erreurs du passé. Plus de huit mois maintenant que le feuilleton du divorce entre Angelina Jolie et Brad Pitt tient en haleine les rédactions du monde entier. Et si l'on pensait que l'interview accordée récemment par l'acteur de 53 ans au magazine GQ allait enfin permettre aux deux stars de se dire adieu plus apaisés, il n'en est rien.

Car le site HollywoodLife.com vient de faire une révélation pour le moins détonante. Les confessions de Brad Pitt sur ses dépendances à la drogue et à l'alcool ont eu un effet boeuf sur l'actrice de 41 ans. Au point qu'elle serait prête à lui redonner une chance : «Angelina est heureuse qu'il puisse surmonter certaines de ses habitudes malsaines qui ont joué un rôle dans la déchirure de leur famille», a ainsi expliqué une source proche de l'interprète de Lara Croft au cinéma. Et d'ajouter : «Elle essaye de rester ouverte à de nouvelles idées et la pensée de se remettre ensemble lui a traversée l'esprit. Elle aimera toujours Brad et sent que tout est possible pour son avenir et celui de sa famille. L'interview a été un pas dans la bonne direction». Des confidences, ô combien ahurissantes au regard de la virulence avec laquelle Angelina Jolie a cloué au pilori son ancien compagnon dans les semaines qui ont suivi l'annonce du divorce pour des «différences irréconciliables sur l'éducation de leurs enfants». L'acteur était notamment suspecté d'avoir eu un comportement violent envers son fils Maddox lors d'un vol entre la France et Los Angeles. Des accusations dont Brad Pitt a été blanchi en novembre par le FBI et les services de protection de l'enfance de Los Angeles. Depuis, les deux acteurs ont signé un accord pour que les informations sur leur divorce restent confidentielles et c'est au compte-gouttes qu'elles arrivent. Mais tout porte à croire qu'en ayant décidé d'offrir un spectacle moins belliqueux pour protéger leurs enfants, les ex-Brangelina ont fini par retrouver un terrain d'entente sur lequel des cendres encore incandescentes n'attendaient qu'un nouveau souffle pour relancer le feu de la passion. Affaire à suivre, plus que jamais.

SPORT ET NUTRITION

Les astuces forme et minceur des grands sportifs

Le meilleur des brûle-graisses, c'est le sport. Mais que mange-t-on quand on doit se dépenser sans tomber dans les pommes ni se goinfrer à tous les repas ? Un habitué des sportifs de haut niveau nous répond. Philippe Lageyre est médecin pour l'équipe Olympique de canoë-kayak. Les sportifs qu'il encadre sont familiers de ses conseils nutrition, depuis la «règle des 3 h» jusqu'à leur ration en hydrates de carbone. Pour ceux qui ne visent pas la médaille mais simplement une forme «olympique» avant l'été, voire un régime brûle-graisse spécial plage, il donne quelques conseils pratiques.

«Un peu de tout et assez de tout» : La première règle, c'est qu'il n'y a pas d'interdiction ! À haut niveau ou pour les sportifs du dimanche, l'alimentation doit rester un plaisir mais un plaisir diversifié. Ce qui compte lorsqu'on pratique une activité physique c'est un régime riche en hydrates de carbone c'est-à-dire en glucides avec un index glycémique bas, ce qu'on appelle également les sucres lents.

On en trouve dans les pâtes, le riz complet mais aussi les légumes verts et les fruits, indispensables à l'alimentation des sportifs ! Les sucres rapides sont mauvais dans le sens où ils vont provoquer un pic d'insuline et une réaction d'hypoglycémie.

Le petit-déjeuner du sportif : Il est complet ! Le matin, c'est le moment de se remplir l'estomac de glucides et de protéines. fromage blanc, œuf, céréales, pains... Philippe Lageyre

encourage les sportifs à apprécier leur petit-déjeuner. Une très bonne nouvelle.

A jeun : Le sport pratiqué tôt le matin, à jeun, est excellent dans l'idée d'un régime brûle-graisse. Le corps se retrouve dans l'obligation de plonger dans le gras et optimisera les efforts de sculpture de votre joli corps. Si on fait du sport avec un objectif minceur, Philippe Lageyre recommande de pratiquer une activité physique à faible intensité et sur une durée d'au moins 45 minutes.

Pendant l'effort : Un sportif boit énormément d'eau : 3 à 4 litres par jour (dont un litre qui provient de l'alimentation). Quand on part en footing ou en séance de gym, on n'oublie pas sa boisson de récupération. Pensez aux boissons énergétiques (et non «énergisantes») riches en glucose, disponibles en magasins.

La règle des 3 heures : les coureurs connaissent bien cette règle. Manger juste avant un effort physique est plombant. Le dernier repas ou la dernière collation doit remonter à 3 heures avant l'activité sportive pour ne pas troubler la performance.

Zen attitude: Comment méditer en trois étapes ?

Pour lutter contre le stress, la méditation est très efficace. Cette pratique n'est pas réservée aux initiés et chacun peut apprendre à méditer. Voici une petite séance de méditation en 3 étapes.



Etape n°1 : Evacuez les pensées négatives. Adoptez une position où vous vous sentez à l'aise. Assis, allongé, peu importe. Vous devez vous sentir bien. Fermez les yeux. Relâchez vos muscles et laissez votre corps subir la pesanteur, comme si vous vous enfonciez dans le sol. Inspirez profondément et expirez lentement jusqu'à la fin de votre souffle. A chaque expiration, chassez une pensée négative. Une fois toutes les mauvaises pensées évacuées, pensez à un lieu agréable pour

vous. A ce moment-là, concentrez-vous uniquement sur votre souffle et laissez-vous aller. Ne pensez ni au passé, ni au futur, mais seulement au moment présent dans ce lieu agréable.

Etape n°2 : Concentrez-vous sur votre souffle

Continuez à inspirer et à expirer sans trop forcer. Essayez d'imaginer la circulation de l'air dans votre corps et concentrez-vous dessus. Si vous avez du mal à vous concentrer, c'est normal au début. Ne vous énervez pas et refaites l'exercice à nouveau en focalisant bien toute votre attention sur votre souffle. L'idée c'est vraiment d'être attentive à votre corps et de le ressentir.

Etape n°3 : Appréciez la sensation de bien-être

Peu à peu, vous allez sombrer dans un état de «veille» et vous laissez doucement aller dans un demi-sommeil.

Au bout de quelques minutes, quand vous ressentirez vraiment une sensation de bien-être. Etirez-vous et profitez de ce sentiment de calme. Ouvrez les yeux. La séance de méditation est terminée.

FORME

Le chocolat, la nouvelle arme contre le surpoids ?

Le chocolat, nous le savons déjà, est très bon pour la santé. Il nous permet non seulement de rester en forme et d'être de bonne humeur - il est bourré de magnésium -, mais également d'augmenter notre mémoire. Et ce n'est pas tout : le chocolat serait une arme efficace pour lutter contre l'obésité et le diabète. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la très sérieuse université de Pennsylvanie ! Pour arriver à cette conclusion, des chercheurs américains ont mené une étude pendant dix semaines sur des souris, rap-

porte la dernière édition de *European Journal of Nutrition*. Alors qu'elles étaient toutes nourries avec un régime riche en graisse, les scientifiques ont administré à certaines d'entre elles plusieurs cuillères à soupe de cacao en poudre. Verdict ? Ces souris ont présenté moins d'inflammations liées à l'obésité que les autres. De tels résultats viennent par ailleurs corroborer ceux d'une première étude réalisée par la même université en 2011 : en effet, les chercheurs avaient cette fois-ci constaté que le cacao permettait de blo-

quer l'assimilation des glucides et des lipides. Cependant, avant de nous réjouir trop vite, il faut prendre en compte un petit détail. Non, manger une tablette de chocolat n'est pas le remède miracle pour perdre du poids. Non, se gaver de gâteaux au chocolat devant un film ne va pas nous aider à avoir une silhouette parfaite. En fait, les chercheurs américains ont administré chaque jour aux souris l'équivalent de... quatre tasses de chocolat chaud. Comme quoi, il n'y a pas que le verre de vin qui nous éloignerait du médecin.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Prix de la ville d'Oran de Cyclisme La 23^{ème} édition vendredi et samedi

■ La 23^{ème} édition du grand prix cycliste de la ville d'Oran aura lieu vendredi et samedi prochains à Oran, a-t-on appris dimanche auprès de la ligue oranaise de cyclisme. Cette manifestation sportive de la petite reine, organisée par la ligue de wilaya de cyclisme en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya, verra la participation de plus de 120 coureurs juniors et seniors de 15 clubs cyclistes du pays. Ce grand prix se jouera en deux étapes, la première aura lieu vendredi sur le circuit fermé du boulevard de l'ALN (ex-Front de mer) de 4,8 kilomètres à boucler en 15 tours pour les juniors et 18 pour les seniors. La seconde étape est prévue samedi à Hai Es-Sedikkia sur un circuit fermé de 4,1 km à parcourir 17 fois pour les juniors et 20 pour les seniors.

Volley-ball/NR Bordj Bou-Arréridj Défi relevé selon le président

■ Le NR Bordj Bou-Arréridj s'est adjugé, pour la 4^e année consécutive, la Coupe et le championnat d'Algérie de volley-ball (seniors-messieurs) réussissant l'objectif fixé par les dirigeants du club avant l'entame de la saison. «On est tous fiers d'avoir réussi cet exploit de garder nos titres. C'est un défi relevé. Cela n'a pas été facile car nous étions devenus l'équipe à battre mais grâce aux efforts de tous on a réussi notre objectif tracé avant le début de la saison, à savoir garder nos deux titres», a confié le président du club Djamel Kherisset. Et d'ajouter : «On va continuer sur cette lancée pour faire encore mieux la saison prochaine et on tient à dédier ce titre à toute la ville de Bordj et à tous ceux qui ont participé à cet exploit et nous ont soutenus à commencer par les autorités locales jusqu'aux supporters qui ont été derrière nous». De son côté, l'entraîneur Abdelbaki Daif n'en finit pas de savourer cet énième exploit : «Le plus difficile n'est pas d'atteindre le sommet mais d'y rester. C'était une fin de saison très harassante, où nous avons joué le titre et la coupe en une semaine d'intervalle. Dieu merci on a atteint notre objectif, car on s'était bien préparé pour ce challenge lors du championnat d'Afrique des clubs en Tunisie qui a permis au groupe de hisser son niveau de jeu en se mesurant aux meilleures formations africaines. Maintenant on va savourer notre labeur pour mieux repartir la saison prochaine».

Mondiaux-2017 d'athlétisme Tabti, Bouchicha, Aboud et Laameuche en stage en France

■ Les athlètes algériens Bilal Tabti, Hicham Bouchicha, Rabah Aboud et El Hadi Laameuche entameront jeudi un stage à Font-Romeu en France, en prévision des prochaines échéances internationales, rapporte dimanche le site de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). Actuellement en regroupement au Centre olympique de préparation de Sétif avec la sélection nationale du demi-fond jusqu'à mercredi prochain, ces athlètes entameront la compétition le 28 mai, selon leur entraîneur Abdelkrim El Amri. «Le plus important pour ce groupe reste les mondiaux de Londres pour lesquels il faut se qualifier et par la suite se préparer en conséquence», a indiqué El Amri au site de l'instance fédérale. La première chance qui se profile pour les athlètes afin de réaliser les minima de participation, sera le meeting international de Namur en Belgique, puis celui de Marseille le 3 juin.

Ligue 1 Mobilis (25^e journée)

L'USMA traîne la pâte



La formation de l'USM Alger a raté une belle occasion de se rapprocher de la tête du classement général et de disputer à fond cette deuxième place qui le qualifiera à la Ligue des champions la saison prochaine, après avoir été contrainte au nul lors du derby algérois face à l'USM El Harrach, au stade du 5 juillet d'Alger. Les Rouge et Noir étaient même menés au score puisque Younes avait ouvert la marque à la 20' surprenant le portier Zemmamouche. Les assauts des coéquipiers de Koudri ne changeront ensuite rien à la situation et l'équipe de Soustara terminera la première période en étant menée au score. En seconde mi-temps, les Rouge et Noir tenteront le tout pour le tout et se donneront à fond pour tenter de revenir au score. C'est ainsi qu'ils réussiront à égaliser à la 57' par l'intermédiaire

du vétéran Meftah qui inscrit à l'occasion son huitième but de la saison, ce qui est une excellente chose pour un défenseur. Les Usmistes ont continué à pousser sans pour autant pouvoir ajouter un second but, synonyme de victoire et le match se termine sur ce score de parité qui n'arrange pas les affaires de l'USMA qui rate la troisième place et se trouve cantonné dans cette quatrième place. Dans l'autre match décalé de la 25^e journée, le Nasr d'Hussein-Dey a réussi à prendre les trois points du succès en l'emportant sur la JS Saoura sur le score de (3/2) au stade du 20 août 55 d'Alger. Ce fut un match très disputé surtout que les deux formations souhaitaient, toutes deux, l'emporter pour se rapprocher du podium. Les Sang et Or avaient ouvert la marque à la 10' grâce à une tête de Gacemi. Toutefois, les Sudistes égalise-

ront à la 30' par Hamia sur deux temps, après avoir raté son penalty une première fois mais en trompant ensuite le portier Doukha en reprenant la balle d'une tête à bout portant. Les gars de Béchar ajouteront même un deuxième but à la 39' par l'intermédiaire de Merbah. Les Sang et Or qui récusaient d'abdiquer sont revenus à la marque par Herida qui d'un geste acrobatique (coup de ciseaux) rétablit les pendules à l'heure. Le Nasria réussira ensuite à obtenir un penalty dans les temps morts et qui sera transformé par Gacemi qui signe le doublé et qui s'était fait justice lui-même étant donné que c'était lui qui avait été fauché dans la surface de réparation. Les Sang et Or et grâce à ce succès grimpe à la cinquième place tandis que la Soura pointe à la septième place avec 36 points.

Imad M.

26^e journée

CSC-MCA programmé au stade Ben Abdelmalek

Le match CS Constantine - MC Alger, comptant pour la 26^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football se jouera au stade Ben Abdelmalek le mercredi 17 mai à 16h00, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Les dirigeants du CSC ont déposé une demande de changement de domiciliation en raison des «dépenses liées à l'organisation d'un match au stade Chahid-Hamlaoui qui se vide en cette fin de sai-

son» suite aux résultats en dents de scie enregistrés par les «Sanafir». La date du derby algérois CR Belouizdad - NA Hussein-Dey a fait l'objet d'une énième modification en l'espace de 24 heures. Fixé initialement au vendredi 12 mai, ce match a été avancé au jeudi 11 mai avant d'être reprogrammé au dimanche 14 mai au stade du 5-juillet (17h45). Cette 26^e journée du championnat se déroulera en cinq jours, les 12, 13, 14, 15 et 17 mai.

Tennis de table -Championnat par équipes et Coupe de wilaya

Razzia des pongistes du CR Alger Plage

■ Les pongistes du Chabab Ryadi Alger Plage (Bordj El Bahri) ont marqué de leur empreinte la phase retour du Championnat d'Alger par équipes de tennis de table et la Coupe de wilaya dont les compétitions se sont déroulées, vendredi et samedi à la salle omnisports des Eucalyptus, avec la participation de 15 clubs affiliés à la Ligue algéroise (LATT). Les athlètes du CRAP ont remporté deux médailles d'or et une en argent en Championnat, et quatre titres en Coupe, deux tournois qui ont enregistré un niveau technique «très appréciable» et une participation «acceptable» de pongistes garçons et filles, selon les techniciens présents sur les lieux. En championnat qui a regroupé seulement les clubs qui avaient pris part à la phase aller, le club du CRAP (U12), composé du quatuor Rahim Cherief, Nassim Oustani, Sofiane khen-

niche et Mohamed Belahcen a battu en finale, celle de Fourssane Bordj El Bahri (3-1), alors que les U15, formés d'Amjed Oustani, Sid Ahmed Cherief, Adel Lounes et Chawki Bendaimi se sont adjugés le titre aux dépens de leurs homologues de l'USDS Chéraga. Par contre, les plus 15 ans du Chabab Ryadi Alger Plage, avec Mohamed Amrar, Imad Oustani, Larbi Hamdani et Abdelouareth Ben Brahem ont concédé la première place au NR Zéralda (1-3). En coupe de wilaya, la récolte des pongistes du CRAP était meilleure avec quatre titres chez les jeunes catégories, et une élimination en demi-finale en seniors. Les quatre titres du CRAP ont été remportés chez les ben-jamins (U10) par Nassim Oustani, Sofiane Khenniche et Lyès Zamoun qui ont battu en finale, ceux de Fourssane Bordj El Bahri (3-0), chez les minimes (U12) avec Rahim Cherief,

Mohamed Belahcen et Imad Khenniche vainqueurs du même club (3-1), en cadets, par Adel Lounes, Sid Ahmed Cherief et Chawki Bendaimi qui ont pris le meilleur sur ceux du FBB (3-1) et chez les juniors (U18), grâce au trio Zahre-Eddine Amrane, Amjed Oustani et Bilel Mahgoune devant les pongistes de l'OS Douéra (3-1). Le sans-faute pouvait se réaliser pour le CRAP si l'équipe seniors (+18), composée d'Imad Oustani, Mohamed Amrar et Abdelouareth Ben Brahem n'avait pas perdu la finale face au Rama Alger (1-3). Il est à rappeler qu'en Championnat, chaque équipe avait le droit de présenter trois joueurs et un suppléant pour des matchs en individuel seulement, alors qu'en coupe, chaque équipe a joué deux matchs en individuel et un en double. «On est satisfait de la prestation de nos pongistes, et surtout des juniors, dont

c'est le premier titre. Ca dénote du bon travail effectué par les pongistes qui ont beaucoup progressé et aussi par les entraîneurs qui se sont bien investis dans leur mission», a déclaré à l'APS, le président du CRAP, Lyès Khenniche. Les pongistes du CRAP auront l'occasion de confirmer leur progression, avec la coupe d'Algérie prévue les 12 et 13 mai à la salle omnisports de Bou Ismaïl (Tipasa), où il sera question, au moins, d'animer des finales. «Nos joueurs évoluent depuis quelque temps avec plus de confiance, grâce à leur présence à l'ensemble des compétitions fédérales et de wilaya. Et la coupe d'Algérie est une nouvelle opportunité pour eux, surtout au nouveau venu Larbi Hamedani, absent des récentes compétitions, de s'illustrer et d'atteindre au moins des finales», a souhaité le président du CRAP.

Marche de la fidélité à Sétif Un rassemblement imposant contre l'oubli

Une foule imposante de Sétifiens a pris part hier matin, contre l'oubli, à la marche de la fidélité pour rappeler la marche du sang d'un certain mardi 8 Mai 1945.

Pour les descendants de ceux qui ont manifesté pacifiquement, il y a 72 ans pour la liberté, la mémoire demeure intacte sur ces massacres qui débutèrent contre ces manifestants et se poursuivirent jusqu'à faire près de 45 000 victimes et qui ont ouvert la voie vers la Révolution de Novembre 1954.

Désormais, une tradition annuelle, la marche de la fidélité s'est ébranlée presque au même moment que la marche «mère» avec la participation de centaines de citoyens, à leur tête les autorités locales et les moudjahidine.

Les organisateurs ont formé des carrés avec en tête les jeunes scouts musulmans, des représentants des corps constitués, la Gendarmerie et la Sûreté nationale, les services des Douanes, les services de la Protection civile en hommage à ceux qui ont marché un certain 8 Mai 1945, sur le même itinéraire et ont été sauvagement réprimés. Le groupe de scouts portait une gerbe de fleurs pour rappeler les événements sanglants qu'ont vécus les martyrs, Saâl Bouzid et ses compagnons.

Les marcheurs ont suivi le même parcours à partir de la mosquée Abi Dhar El Ghafari (ancienne mosquée de la gare ferroviaire) en passant par l'avenue 1^{er} Novembre, anciennement George Clemenceau puis la rue 8 Mai 1945 où une halte a été observée devant la stèle commémorative érigée en hommage à la première victime de ces massacres, Saâl Bouzid.

Pour Ahmed Djoudi, 53 ans, parmi les citoyens qui ont pris l'habitude de participer à la marche de la fidélité, «c'est un moment de grande émotion».

M. Djoudi a affirmé à l'APS, que même s'il n'a pas vécu les massacres du 8 Mai 1945, «ces événements ont bercé son enfance et les histoires des victimes innocentes réprimées dans une marche pacifique continuent d'alimenter la mémoire collective à Sétif et sa région».

Avant l'entame de la marche, les autorités locales, civiles et militaires accompagnées de moudjahidine, d'anciens walis de Sétif et de l'ambassadeur de la Palestine en Algérie, Louai Aïssa se sont rendus au cimetière Sidi Saïd à la rue Bouaroua, au chef-lieu de wilaya, où ils se sont recueillis devant la stèle commémorative érigée à la mémoire des victimes du 8 Mai 1945, ont lu la Fatiha et déposé une gerbe de fleurs.

Sur le site, le président de la Fondation 8 Mai 1945, Abdelhamid Selakdji, a souligné que «ce cimetière englobe deux tombes collectives regroupant entre 21 et 23 martyrs». Les festivités marquant la commémoration du 72^{ème} anniversaire du 8 Mai 1945, débutées dimanche dans la capitale des Hauts-Plateaux devront se poursuivre jusqu'à aujourd'hui à travers plusieurs activités dont le Festival de wilaya des olympiades avec la participation de 4 500 athlètes.

H. A.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

LA FRANCE A UN NOUVEAU PRESIDENT



Egypte

Nouvelle peine de prison à vie pour le chef des Frères musulmans



Le chef de la confrérie des Frères musulmans en Egypte, Mohamed Badie, a écopé hier d'une nouvelle peine de prison à vie pour avoir «planifié des attaques contre l'Etat», ont indiqué des responsables judiciaires.

Le chef de la confrérie était jugé une nouvelle fois en première instance, après l'annulation d'un premier procès où il avait écopé de la peine de mort pour avoir établi en 2013 un «centre d'opérations» en vue de «préparer des attaques contre l'Etat».

Après la destitution par l'armée en 2013 du président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, des centaines de ses partisans ont été condamnés à mort ou à de lourdes peines de prison.

En avril 2015, M. Badie et 13 autres personnes avaient

été condamnés à la peine de mort, tandis que 34 autres avaient écopé de la prison à vie, soit 25 années de détention.

Ils étaient accusés d'avoir établi un «centre d'opérations» en vue de «préparer des attaques contre l'Etat», au moment où les partisans de M. Morsi observaient un immense sit-in au Caire sur la place Rabaa al-Adawiya. Ce rassemblement avait été dispersé le 14 août 2013 et plus de 700 manifestants ont été tués par les forces de l'ordre.

La cour de cassation, qui observe uniquement les appels des condamnés se trouvant derrière les barreaux, a annulé les condamnations de 37 détenus et ordonné un nouveau procès dans cette affaire. C'est au terme de ce nouveau procès qu'une cour criminelle a condamné hier M.

Badie et deux autres personnes à la prison à vie, ont indiqué deux responsables du tribunal.

Par ailleurs, 13 co-accusés ont écopé de cinq ans de prison, dont Mohamed

Soltan, un jeune citoyen égypto-américain expulsé en mai 2015 vers les

Etats-Unis, et son père, Salah Soltan, actuellement en détention, a indiqué un avocat des accusés, Abdel Moneim Abdel Maqsooud, cité par l'AFP.

La cour a également acquitté 21 personnes dans cette affaire, dont Gehad Haddad, un ancien porte-parole du parti des Frères musulmans, ont précisé M. Abdel Maqsooud et les responsables du tribunal.

Les condamnés peuvent encore interjeter appel.

M. Badie, qui comparait dans un grand nombre de procès, a déjà été condamné à plusieurs reprises à la peine de mort ou à la prison à vie. Il avait écopé de la peine capitale dans trois procès, mais la Cour de cassation a annulé ces verdicts et ordonné de nouveaux jugements.

Ces derniers mois, la cour de cassation a annulé des centaines de peines capitales, notamment certaines prononcées à l'encontre de M. Morsi, de M. Badie et d'autres dirigeants de la confrérie. R. K.

Tlemcen

Saisie d'un quintal de kif

Une quantité estimée à un quintal de kif traité a été saisie dimanche à Tlemcen par des éléments des gardes-frontières, alors que cinq contrebandiers ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) à Biskra et Ghardaïa, indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des éléments des gardes-frontières ont saisi à Tlemcen (2^e Région militaire) le 7 mai 2017, un quintal de kif traité, tandis que des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté cinq contrebandiers et saisi 8 926 000 uni-

tés de produits pharmaceutiques à El Oued et 6 025 unités de différentes boissons à Biskra et Ghardaïa (4^e RM)», précise la même source.

En outre, à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam (6^e RM), des détachements de l'ANP «ont saisi deux véhicules tout-terrain et un camion chargé de 7,7 tonnes de denrées alimentaires, 2 800 litres de carburant et divers outils d'orpaillage».

Par ailleurs, des détachements de l'ANP, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières, «ont intercepté 43 immigrants clandestins de différentes nationalités africaines à Tlemcen, Tiaret, Adrar et Ouargla», ajoute le communiqué. Y. K.

ACTU...

Mostaganem

Arrestation de deux membres d'un groupe terroriste

Les forces de sécurité combinées ont arrêté, dimanche à Mostaganem, deux membres d'un groupe terroriste, a-t-on appris de source sécuritaire.

Les deux individus ont été arrêtés séparément à leurs domiciles situés dans deux quartiers différents de la ville de Mostaganem après avoir fait l'objet de surveillance et de filature, a-t-on précisé de même source. Des documents et des brochures appelant à la mobilisation et à l'adhésion à des groupes armés ont été également saisis lors de l'arrestation des deux individus, âgés de 30 et 35 ans, toujours selon la même source. M. R.

Nord du Mali

Deux soldats maliens tués dans une attaque

Deux militaires maliens ont été tués et huit autres blessés dimanche dans l'attaque d'une position de l'armée par des terroristes à Almoustarat, dans le nord-est du Mali, ont indiqué des sources militaires maliennes.

Des hommes «ont attaqué dimanche une de nos positions à Almoustarat avec un véhicule piégé», et cet assaut a été «suivi d'une autre attaque avec des armes. L'armée a riposté», selon une source militaire. «Nous avons un bilan provisoire de deux morts et huit blessés» et «il y a eu des victimes dans les rangs des terroristes», a-t-elle ajouté sans donner davantage de précisions.

Le bilan de l'attaque a été confirmé par une deuxième source militaire, selon laquelle «les huit blessés ont été évacués vers l'hôpital de Gao».

Un renfort a quitté dimanche après-midi Gao pour Almoustarat, a indiqué une autre source militaire. Selon une source de sécurité malienne, l'attaque a été «menée par les terroristes» qui veulent pousser l'armée à «quitter la localité stratégique d'Almoustarat». Almoustarat est située à environ 160 km au nord de Gao, la plus grande ville de la région. R. B.

Biskra

Arrestation de deux individus pour infraction à la réglementation du change

Deux personnes impliquées dans une affaire d'infraction à la réglementation du change ont été arrêtées par les services de la Sûreté de wilaya de Biskra, a-t-on appris dimanche auprès des services de ce corps de sécurité.

L'affaire, traitée par la brigade de recherche et d'intervention (BRI) a permis l'arrestation de ces deux individus lors d'un point de contrôle, implanté au centre de la capitale des Zibans, a précisé à l'APS, le chargé de l'information et de la communication de cette instance sécuritaire.

La première personne a été appréhendée avec en sa possession 360 000 DA et 1 770 euros et 70 dinars tunisiens, tandis que 350 000 DA et 1 440 euros ont été découverts chez la deuxième personne, selon la même source. Un dossier pénal est en cours d'établissement par les services à compétences en attendant son transfert aux services judiciaires, a-t-on signalé. Y. L.